



Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

printemps 2016



L'ANAJ-IHEDN

À propos de l'ANAJ-IHEDN | Parce que la Défense ne doit pas être la préoccupation des seules Armées, le Premier ministre a confié à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) la mission de sensibiliser tous les citoyens, « afin de leur donner une information approfondie sur la défense nationale comprise au sens le plus large ». À l'issue de ces séminaires, les nouveaux auditeurs jeunes de l'IHEDN sont accueillis au sein de l'Association Nationale des Auditeurs Jeunes de l'IHEDN : l'ANAJ-IHEDN.

L'ANAJ-IHEDN, c'est aujourd'hui un réseau dédié à la défense et à la sécurité de plus de 1 800 étudiants, jeunes professionnels, élus et responsables d'associations.

Reconnue « Partenaire de la réserve citoyenne » par le ministère de la Défense, l'ANAJ-IHEDN est là pour dynamiser et synthétiser une réflexion jeune, imaginative et pertinente, autour des problématiques de défense, regroupant les sphères économiques, civiles et militaires, et de relations internationales.

LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE

Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Forcé est de constater que l'Asie a pris, notamment depuis la fin des années 1990, une part croissante dans l'économie et la politique internationale. Sur les questions des flux financiers internationaux, des ressources énergétiques, comme sur celles des revendications maritimes ou territoriales, des points chauds militaires et des grands marchés émergents, nos regards ne peuvent ignorer l'Asie.

L'ANAJ-IHEDN compte parmi ses membres des personnes qui se sont plus particulièrement attachées à comprendre certains pays de ce vaste ensemble géographique. Nous avons donc voulu créer un groupe d'étude et de réflexion afin de partager, approfondir et diffuser les connaissances sur l'Asie. Le Comité Asie est ainsi né à l'hiver 2011.

Cette revue est le résultat des recherches, des réflexions et du dynamisme des membres du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN ainsi que de nos partenaires. Je tiens à exprimer ma gratitude à chacun des membres pour leur implication et aux experts qui ont contribué à ce numéro pour leur soutien, leurs conseils avisés et leurs précieuses relectures.

Stéphane Cholleton | Auditeur-jeune de la 60^{ème} session IHEDN, 2008 | Responsable du Comité Asie, rédacteur en chef des *Cahiers du Comité Asie*.



Retrouvez toute l'actualité de l'ANAJ-IHEDN sur son site Internet :

www.anaj-ihedn.org

Pour toute question sur les *Cahiers du Comité Asie* : asie@anaj-ihedn.org

ANAJ-IHEDN - 10, place Joffre - 75007 Paris - France - n°ISSN : 2274-4460

Les Cahiers du Comité Asie

printemps 2016 | numéro 12

ÉDITORIAL

5

L'Asie, objet de toutes les attentions

Par Dr Igor Yakoubovitch

ANALYSE

7

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

Par Dr Coline Ferro

ANALYSE

14

Histoire et géopolitique des relations nippono-philippines
Vers un partenariat stratégique durable ?

Par Simon Fauret

ANALYSE

23

Syria's wars are altering power balances in Asia

Par Brij Khindaria

ANALYSE

33

La santé en Chine, un secteur en pleine expansion

Par Dr Vivien Fortat

ENTRETIEN

35

Circular economy : A new economic model for China and the World
With Dr Zhu Dajian, professor of the School of Economics & Management, and Director of the Institute of Sustainable Development and Governance, at Tongji University in Shanghai
By Erwan Berger

PUBLICATIONS

48

Revue, essais et travaux de recherche
Sélectionnés par le Comité Asie

RÉSUMÉS

54

Résumés des articles en français et en anglais
Abstracts in French and in English

CONTRIBUTEURS

56

Les contributeurs du n°12

PUBLICATIONS

59

Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN

L'Asie, objet de toutes les attentions

L'AUTEUR

Dr Igor Yakoubovitch | Auditeur-jeune de l'IHEDN (69^{ème} session, Paris, 2011), membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Enseignant, docteur en Langues et littératures anciennes, chercheur associé à l'Université de Strasbourg.

L'Asie, objet
de toutes
les attentions

5

C'est avec un plaisir tout particulier que nous vous présentons ce douzième numéro des *Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN* : il marque en effet le cinquième anniversaire de la création du Comité Asie par Stéphane Cholleton, en février 2011. Un comité dont le dynamisme, comme celui de l'Asie, ne se dément pas...

L'Asie fait en effet preuve d'une vitalité et d'un dynamisme constants. Elle aborde les nombreux défis auxquels elle doit faire face avec détermination et, de plus en plus souvent, originalité. Désormais totalement insérée dans un monde globalisé, elle ne se contente plus d'identifier et de reconnaître les problèmes : elle imagine des solutions innovantes. Continent en pleine expansion, source de craintes, de fantasmes et de créativité tout à la fois, l'Asie fait l'objet de toutes les attentions, comme le montrent les contributions réunies dans ce numéro.

Coline Ferro revient ainsi sur l'état des lieux de la présence économique française en Asie du Sud-Est dressé par Philippe Varin, Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères et du Développement international pour les relations économiques avec les Etats membres de l'ASEAN. Modérée, hétérogène et fragile, cette présence n'en offre pas moins aux entreprises françaises des opportunités dont l'économie française ne peut plus se passer, en particulier dans sept secteurs prioritaires.

Simon Fauret, pour sa part, interroge les signes de renouveau stratégique du Japon à travers le cas des relations nippo-philippines, dont il retrace avec efficacité l'histoire riche et complexe, faite d'échanges religieux, politiques, économiques ou technologiques, mais aussi de tensions, d'invasions et de crimes de guerre. Le récent rapprochement entre les deux pays doit se lire ►►

- à la lumière des revendications territoriales croissantes de Pékin en mer de Chine méridionale. Mais l'Asie ne fait pas face qu'à des enjeux régionaux : comme le reste du monde, elle subit désormais elle aussi le contrecoup des soubresauts qui secouent le globe. Le conflit syrien en est un bon exemple. Dans son analyse, Brij Khindaria montre ainsi que les combats qui ravagent le pays ne déstabilisent pas seulement la région et, dans une moindre mesure, l'Occident : ils affectent l'équilibre des pouvoirs dans toute l'Asie.

Vivien Fortat s'arrête quant à lui sur l'expansion du secteur de la santé en Chine. Pour répondre aux nouvelles aspirations de la population en matière de santé publique, Pékin doit accélérer la modernisation et encourager les innovations. C'est désormais une priorité pour le gouvernement. Autant d'opportunités à saisir pour les entreprises françaises, pour peu qu'elles appréhendent avec finesse ce secteur national complexe.

Devant l'ampleur des chantiers mis ou à mettre en œuvre, la Chine ne peut plus se contenter d'imiter et de suivre l'Occident. Si elle s'inspire à l'occasion de ses voisins ou cherche à tracer une voie qui lui est propre, elle est aussi en pointe dans un nombre croissant de domaines. Dans l'entretien approfondi qu'il a réalisé avec le Dr Zhu Dajian, Professeur de la School of Economics & Management, Directeur de l'Institute of Sustainable Development and Governance, à l'Université Tongji à Shanghai, Erwan Berger nous révèle ainsi que la Chine encourage depuis plusieurs années déjà le modèle de l'économie circulaire. La Chine serait-elle en passe de devenir un modèle pour la planète ?

En vous souhaitant une très bonne lecture !

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

L'AUTEUR

Dr Coline Ferro | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011 | Analyste géopolitique, spécialiste de la diplomatie internationale et des questions de sécurité.

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

7

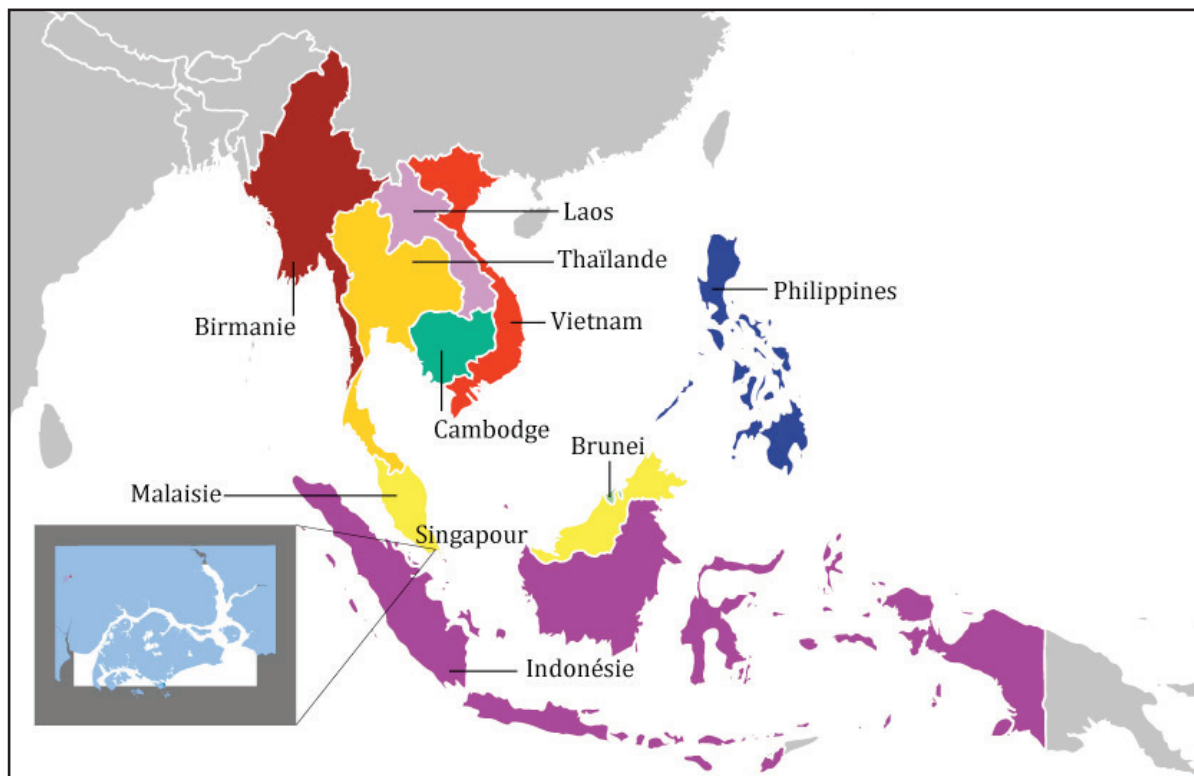
Nommé Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères et du Développement international pour les relations économiques avec les pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) à l'été 2014, Philippe Varin connaît bien cette région de par ses mandats à la tête de PSA Peugeot-Citroën et d'Areva. Sa mission ? Renforcer la présence économique française en Asie du Sud-Est. Son action ? Aller au devant des entreprises françaises de taille petite, moyenne et intermédiaire, en vue de les encourager et de les accompagner vers ce vaste marché. Il intervient en soutien aux efforts déployés par les ambassadeurs et leurs services économiques implantés dans cette région ainsi que par l'ensemble des services de l'Etat à l'étranger, dont Business France, les chambres de commerce et les conseillers du commerce extérieur. A l'occasion de la conférence organisée par

le Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN à l'Ecole militaire à Paris, le 18 novembre 2015, Philippe Varin a dressé un état des lieux de la présence économique française en ASEAN et des opportunités qui s'y multiplient.

L'ASEAN, c'est dix pays qui regroupent 630 millions d'habitants et une zone qui affiche 2 400 milliards de dollars en 2014. Un marché conséquent en pleine croissance dans lequel la France est insuffisamment présente. C'est le constat que Philippe Varin a dressé en préliminaire de cette conférence.

En effet, cette région présente un fort potentiel économique, au regard de ses dynamiques sociodémographiques et économiques.

A l'horizon 2050, la zone comptera 800 millions d'habitants, dont la moitié aura moins de 30 ans. Et d'ici dix ans, la classe moyenne aura doublé et concernera 125 millions de ➤➤



Quelle place
pour la
France dans
les relations
économiques
avec les pays
de l'ASEAN ?

8

» ménages. Conséquence : le taux d'équipement en biens de consommation augmentera. À titre d'exemple, le taux de voitures pour 1 000 habitants est aujourd'hui inférieur à 100 (contre 600 en Europe).

Rappelons par ailleurs que l'ASEAN est le 3^e pôle économique d'Asie en 2015, derrière la Chine et l'Inde. Ses perspectives économiques sont bonnes puisque que les prévisions de croissance du PIB cumulé sont de l'ordre de 3 600 milliards de dollars à l'horizon 2020. A noter aussi sa résilience financière constatée après la crise financière de 2008. Sa dette publique demeure sous la barre des 50% du PIB, ce qui est bien en deçà des 97% de la France et des 103% des Etats-Unis, et ce même si les économies des pays de la zone restent exposés aux fluctuations des cours des matières premières minérales (Brunei, Malaisie) et agricoles (Indonésie et pays moins avancés (PMA) que sont le Cambodge, le Laos et la Birmanie).

Pour autant, l'hétérogénéité religieuse, ethnique, politique, culturelle, réglementaire et économique qui caractérise l'ASEAN en fait une région complexe. Philippe Varin rappelle que l'Indonésie représente la 1^{ère} population musulmane au monde et que les Philippines

accueillent la 3^e population catholique du monde. La Thaïlande, la Birmanie, le Laos, le Cambodge et le Vietnam abritent pour leur part d'importantes populations bouddhistes. La diversité ethnolinguistique ne doit pas non plus être négligée.

A cela s'ajoutent des différences majeures sur les plans politique et réglementaire. Quatre des pays de l'ASEAN sont des monarchies de catégories différentes (Brunei, Cambodge, Malaisie et Thaïlande). Enfin, six Etats sont des républiques constitutionnellement très différentes : le Laos et le Vietnam sont des régimes communistes ; la Birmanie est un régime militaire en transition ; Singapour conserve un parti dominant ; les Philippines ainsi que l'Indonésie sont des républiques présidentielles.

Enfin, les disparités économiques sont très marquées, à commencer par la dotation en ressources naturelles. L'Indonésie est le 1^{er} exportateur mondial d'huile de palme et de charbon, et le 2^e de cacao et d'étain. La Malaisie possède des ressources significatives en charbon et en caoutchouc et est devenue un important producteur d'huile de palme. Le Laos et le Cambodge assurent une production agricole considérable, en particulier de riz.

Reflétant les inégalités de richesse et de développement, le PIB par habitant et la croissance économique sont aussi très disparates. Le PIB par habitant de Singapour atteint quelque 55 000 dollars alors que celui de la Birmanie, du Cambodge ou encore du Laos demeure inférieur à 1 500 dollars. La croissance du PIB de la cité-Etat, économie mature, plafonne à 3% tandis que celle des trois derniers, économies de rattrapage, galope à hauteur de 7% par an. Quant à l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam, elles présentent une situation intermédiaire autour de 5-6%. Pour finir, ces économies sont spécialisées : dans le textile pour le Vietnam et le Cambodge, dans l'électronique la Malaisie, dans l'automobile pour la Thaïlande

Une présence économique française modérée, hétérogène et fragile

En 2014, la part de marché de la France dans les 10 pays de l'ASEAN s'établit à 1,22% quand l'Allemagne atteint 2,25%. Ce chiffre, qui laisse entrevoir de fortes marges de progression, masque cependant une hétérogénéité entre les différents marchés.

En effet, la part de marché de la France aux Philippines s'élève à 3,5%, boostée par les ventes aéronautiques. Elle atteint 2,2% à Singapour et 1,8% en Malaisie. En revanche, elle reste très faible dans les autres pays, notamment en Birmanie, frappée par un embargo.

Singapour reste le 1^{er} partenaire commercial de la France en Asie du Sud-Est et le 3^e en Asie, avec des échanges économiques de l'ordre de 7,8 milliards d'euros en 2014. 40% de nos exportations vers cette région se font vers la cité-Etat, qui fait office de hub régional de réexportation (notamment pour les vins et spiritueux).

Nos exportations dans cette partie du monde concernent, pour près de la moitié, le matériel de transport, et notamment l'aéronautique. L'autre moitié se répartit essentiellement entre les équipements mécaniques, électriques et électroniques, les produits agro-alimentaires, les produits chimiques et cosmétiques, et les produits pharmaceutiques.

Point positif, souligne Philippe Varin, la balance commerciale globale de la France est positive pour la seconde année consécutive, avec un solde de 942,5 millions d'euros en 2014. Bien que ce solde ait baissé de moitié entre 2013 et 2014, il reste notre 3^e excédent dans le monde (+0,9%), après l'Union Européenne (UE) hors zone euro (+6%) et l'Amérique latine (+2,2%).

Les échanges commerciaux entre la France et l'ASEAN se sont élevés à 25,7 milliards d'euros en 2014, dont 13,3 milliards d'euros d'exportations (-7%) et 12,4 milliards d'euros d'importations (-0,3%). A titre de comparaison, les exportations françaises vers la Chine tablent à 16,2 milliards d'euros, à 6,8 milliards d'euros vers le Japon et à 5 milliards d'euros vers la Corée.

Là encore, il existe une grande disparité entre les pays, puisque l'Hexagone a enregistré un excédent commercial avec 7 pays, dont Singapour (2,2 milliards d'euros en 2014) et les Philippines (1,5 milliard d'euros en 2014). A contrario, la balance reste déficitaire avec trois pays. Malgré un doublement des exportations tricolores, grâce notamment aux ventes d'Airbus, le déficit avec le Vietnam atteint 2,3 milliards d'euros en 2014. Celui avec la Thaïlande s'élève à 916 millions d'euros, marqué par une baisse de 42,7% de nos exportations (soit 1,4 milliard d'euros) en 2014, en raison principalement de la contraction des ventes aéronautiques (-66,1%) et d'équipements électriques, mécaniques et électroniques (-8,4%). Enfin, le déficit de la balance commerciale avec le Cambodge, qui s'établit à 328 millions d'euros, s'explique d'une part par l'absence de compagnie aérienne, qui prive la France d'un secteur où elle est performante, et d'autre part, par une hausse des exportations de l'industrie textile cambodgienne vers la France. Celles-ci ont en effet bondi de 33,1% (soit 397 millions d'euros). Pour justifier cette tendance, Philippe Varin avance la traduction possible de l'octroi par l'UE de la préférence « tout sauf les armes » de 2009, qui supprime les barrières tarifaires des produits en provenant des PMA.

Une autre dynamique doit également attirer l'attention : les délocalisations des activités de ➤

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

Part de marché des principaux partenaires économiques de l'ASEAN

	Indonésie		Malaisie		Philippines		Singapour		Thaïlande	
	Part*	Var.	Part	Var.	Part	Var.	Part	Var.	Part	Var.
ASEAN	28,5	-0,4	25,7	-1,0	23,9	2,1	20,6	-0,3	18,0	1,3
Chine**	17,2	1,2	16,9	0,5	15	2,0	12,1	0,4	16,9	1,8
Japon	9,5	-0,8	8,0	-0,7	8,0	-0,4	5,5	0,0	15,7	-0,7
Etats-Unis	4,6	-0,3	7,7	-0,2	8,7	-2,1	10,3	-0,1	6,4	0,6
UE	7,1	-0,2	10,4	-0,4	11,7	1,6	12,0	-0,4	8,5	-0,3
France	0,7	-0,1	1,8	-0,2	3,5	0,9	2,2	0,0	1,1	-0,6
Allemagne	2,3	-0,1	3,4	-0,1	4,2	0,4	2,9	0,0	2,6	0,2

	Vietnam		Birmanie		Brunei		Cambodge		Laos	
	Part	Var.	Part	Var.	Part	Var.	Part	Var.	Part	Var.
ASEAN	15,9	-0,6	37,5	-2,7	46,6	3,5	56,7	26,0	63,4	0,1
Chine**	30,4	1,7	42,9	2,9	27,0	4,7	26,4	-13,5	25,9	-0,4
Japon	8,9	-0,1	5,3	-0,3	1,6	-0,3	1,6	-0,3	1,9	0,1
Etats-Unis	4,4	0,3	0,4	-0,4	8,4	1,2	2,1	-10,0	0,4	0,0
UE	6,2	-1,2	3,0	0,5	9,1	-12,6	2,5	-0,2	3,3	0,9
France	0,8	0,0	0,6	0,2	0,1	-0,1	0,6	0,0	0,8	0,3
Allemagne	1,8	-0,5	0,8	-0,1	2,8	1,8	0,6	0,1	1,5	0,8

Source : Données FMI, calculs du Service économique régional de France à Singapour.

* Le calcul des parts de marché (exprimée en pourcentage) est effectué sur la base des ventes réalisées entre décembre 2013 et décembre 2014 et la variation des parts de marché (exprimée en points de pourcentage) est calculée sur douze mois (par rapport à décembre 2013).

** La Chine inclut Hong Kong.

» la Chine et de la Corée vers l'ASEAN. Déjà amorcée, elle fragilise l'excédent commercial de la France. Autrement dit, si nous ne sommes pas volontaristes sur nos exportations, insiste Philippe Varin, le solde commercial français risque de s'amenuiser car les importations en provenance des pays de l'ASEAN vont croître à un rythme de 10% par an dans les années à venir.

Quant aux investissements directs étrangers (IDE), le stock français en ASEAN demeure faible. Il représente moins de 1% des stocks totaux, soit à peine plus de 12 milliards d'euros en 2013, dont la moitié concentrée à Singapour. Si les IDE ont connu une croissance supérieure à 30% en 2010 et 2011, ils ont ralenti en 2012 puis se sont contractés en 2013. Cela s'explique par le désinvestissement important de l'Indonésie et, dans une moindre mesure,

de Singapour, de la Malaisie et du Vietnam. A l'inverse, les investissements sont restés dynamiques en Thaïlande et aux Philippines, ainsi que dans les PMA où les opportunités pour les entreprises française sont en plein essor.

Pour autant, les investissements français ne sont clairement pas à la hauteur de l'attractivité de la zone, estime Philippe Varin, sachant que l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande ont attiré plus d'IDE que la Chine en 2013 (128 milliards de dollars contre 117 milliards de dollars). Le stock d'IDE de l'ASEAN en France s'est chiffré à 900 millions d'euros en 2013. 85% proviennent de Singapour, soit 722 millions d'euros destinés aux secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie ainsi qu'à des implantations industrielles. La Thaïlande est présente en France à hauteur de 91 millions d'euros.

Les enjeux pour les entreprises françaises en ASEAN

Philippe Varin détaille les trois principaux volets de son action. Le premier consiste à travailler avec les grandes entreprises, les ETI (entreprises de taille intermédiaires) et les PME (petites et moyennes entreprises) de l'Hexagone, en s'appuyant sur sa connaissance de l'industrie française ainsi que sur les fédérateurs sectoriels nommés par Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international. Ces secteurs sont l'agroalimentaire, les transports, l'électricité et les énergies renouvelables, la santé, la ville durable, les industries créatives et la communication, ainsi que le tourisme. L'objectif est de structurer une offre tricolore qui est aujourd'hui morcelée ou insuffisante au regard de son potentiel, à la différence des industries de l'aéronautique et de la filière du luxe qui sont déjà fortement représentées dans la région. Le deuxième volet revient à inciter les étrangers à investir en France. Business France a ainsi identifié 150 partenaires industriels potentiels pour les entreprises françaises sur la zone ASEAN ou pour investir en France. Le dernier volet concerne le développement du tourisme des pays du Sud-Est asiatique vers la France. Sur les 83 millions de touristes visitant la France chaque année, seuls 1,3 million provient de l'ASEAN.

Quatre pays sont prioritaires, à commencer par la Thaïlande en raison de son potentiel de croissance, de sa classe moyenne montante, de son PIB (le 2^e de l'ASEAN) et de son ambitieux programme d'investissement dans les transports, l'énergie et les télécommunications. 3^e PIB et PIB/habitant de la zone, la Malaisie représente aussi un marché prometteur à exploiter. 2^e partenaire économique de la France au sein de l'ASEAN, elle a lancé de grands projets d'infrastructures (ferroviaire, énergie) et de développement urbain. Les Philippines, quant à elles, connaissent un développement dynamique. Avec une population de 200 millions d'habitants à l'horizon 2050, le niveau de vie continue de s'élever et les infrastructures sont appelées à se développer. Un important programme en partenariat public-privé (PPP) a été lancé

sous l'impulsion du Président Benigno Aquino III, concernant notamment le transport (aéroports de Manille et de Cebu, ainsi que cinq aéroports régionaux en 2016), l'énergie, l'économie maritime et la santé (lutte contre la dengue et le diabète). Enfin, l'Indonésie, où la population pourrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050, constitue un marché à fort potentiel. Chaque année, 5 millions de personnes accèdent à la classe moyenne. Alors qu'il représente près de 40% du PIB de l'ASEAN, le pays ne se hisse qu'au 4^e rang des partenaires commerciaux français. Cela s'explique en partie par son faible taux d'ouverture et des problèmes d'accès à son marché. Pour autant, des segments d'activité s'annoncent particulièrement prometteurs comme le développement urbain, l'économie maritime et les produits halal.

En 2009, l'UE a engagé des négociations avec l'ASEAN autour d'un accord de libre-échange. La tentative a échoué. Néanmoins, des accords au niveau bilatéral avec la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie sont en cours de discussion, sur le modèle de celui conclu en 2014 avec Singapour et qui devrait être mis en œuvre d'ici la fin de l'année 2016. Un accord devrait également être signé avec le Vietnam d'ici la fin 2015. En parallèle, l'accord de partenariat transpacifique (Transpacific Partnership) a été signé avec certains pays de la zone et le Partenariat économique global régional (Regional Comprehensive Economic Partnership) est en cours d'élaboration.

Sept secteurs prioritaires

Electricité, transport, ville durable, santé, agroalimentaire, technologies de l'information, industries culturelles et créatives, et tourisme sont les secteurs identifiés par Philippe Varin, les entreprises et l'ensemble des services extérieurs de la France en janvier 2015 où l'offre française peut faire la différence et où elle a des marges de progression considérables. Dans une zone où la concurrence, notamment de la Chine, de l'Inde et du Japon, est rude, la valeur ajoutée de la France repose sur le fait que son offre inclut équipements, expertise, formation, solutions de financement et responsabilité sociétale des entreprises (RSE). ➤

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

Le commerce extérieur français en 2014

PAYS	Exportations françaises (en millions d'euros)	Importations françaises (en millions d'euros)	Solde (en millions d'euros)	Part de marché française (en %)	Taux d'ouverture commerciale en 2013 (en %)
SINGAPOUR	5 035	2 785	+ 2 250	2,2	179
PHILIPPINES	1 895	439	+ 1 456	3,5	27
MALAISIE	2 389	1 827	+ 561,5	1,8	78
INDONESIE	1 661	1 530	+ 131	0,7	24
BIRMANIE	95	62	+ 32	0,6	16 (2011)
LAOS	45,5	17	+ 28	0,2	34 (2012)
BRUNEI	5	1	+ 3,9	0,1	54 (2011)
CAMBODGE	69	397	- 328	0,6	61
THAILANDE	1 373	2 288	- 915,5	1,1	72
VIETNAM	764	3 042	- 2 278	0,8	82
ASEAN	13 332	12 389	+ 942,5	1,6	

Source : Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Direction générale du Trésor

►► L'ampleur des besoins d'investissements en infrastructure évalués à près de 100 milliards de dollars par an, selon la Banque asiatique de développement (BAD), ouvre de vastes opportunités aux entreprises françaises. La production d'électricité, quant à elle, devrait être multipliée par trois d'ici 2030, représentant un accroissement de capacité de 250 gigawatts. Le charbon représentera 50% du mix énergétique et le gaz 30%. Dans le domaine des énergies renouvelables, et en particulier celui de la géothermie, l'Indonésie représente un grand potentiel. Les entreprises françaises pourront également jouer la carte du nucléaire d'ici 2025, notamment au Vietnam puis en Malaisie et en Indonésie. Dans la perspective de l'après-COP21, le renforcement de la visibilité de l'offre française dans les énergies renouvelables sera un axe majeur de l'action de Philippe Varin et de celle des services économiques extérieurs de la France.

Pour ce qui est du vaste secteur des transports, un cluster maritime est en train de se former en vue de répondre aux besoins identifiés en Indonésie et aux Philippines. Dans le domaine aéroportuaire, le groupe Vinci y dispose déjà d'une bonne implantation. Enfin, de grands projets de transport urbain sont en cours de réalisation à Phnom Penh et à Manille, où Alstom, Bouygues et RATP Dev

assurent la sous-traitance du projet LRT1 extension (extension et gestion du métro aérien pendant 32 ans).

La ville durable constitue un enjeu de taille alors que la population urbaine représentera 50% de la population totale en 2020, et même 81% en Malaisie et 63% en Indonésie. Les entreprises françaises sont bien placées, notamment dans les domaines du traitement de l'eau, des déchets, des réseaux informatiques et électriques, des transports ou encore du génie civil. En lien avec Vivapolis, il s'agit aussi de développer l'utilisation et la promotion des deux vitrines numériques 3D de ville durable réalisées pour Astana (Kazakhstan) et Santiago (Chili). Ce secteur est particulièrement stratégique en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande, au Cambodge et à Singapour.

Autre secteur prometteur mais dans lequel l'offre tricolore avance en ordre dispersé : la santé. Philippe Varin s'attache à créer une offre coordonnée, notamment avec l'action de Business France et le soutien de l'AP-HP (Assistance publique – Hôpitaux de Paris), sur plusieurs segments (maladies contagieuses, dengue, diabète, télédiagnostic, médecine d'urgence, oncologie), en particulier aux Philippines et en Birmanie.

Vins et spiritueux à Singapour, boulangerie industrielle au Vietnam... l'agroalimentaire français est présent en Asie du Sud-Est mais reste bien en dessous du potentiel existant. Sous l'impulsion d'une action coordonnée avec l'ANIA (Association Nationale des Industries Alimentaires), il s'agit d'accompagner les entreprises françaises pour se tourner vers l'export, notamment dans les domaines des fruits et légumes où de nouvelles opportunités s'ouvrent (viande bovine par exemple). Le halal est également un enjeu essentiel sur les marchés indonésien et malaisien. Enfin, les ressources halieutiques représentent un grand potentiel à exploiter, notamment en matière de contrôle de l'activité.

Les acteurs des technologies de l'information ainsi que les industries culturelles et créatives, réunis sous la bannière « French Tech », accentuent leur présence en Asie du Sud-Est. De nombreux jeunes Français se lancent dans cette région. L'initiative French Tech vise à accélérer l'essor des start-ups, à les fédérer et à les faire rayonner à l'international. C'est un atout qu'il faut encourager, notamment par l'intermédiaire des incubateurs comme le NUMA ou la Halle Freyssinet à Paris.

Pour finir, le tourisme. Il s'agit de structurer une « offre touristique à la française » en y associant les acteurs de la formation et de l'hôtellerie, et les investisseurs. Pour être performante, insiste Philippe Varin, notre offre doit promouvoir la formation professionnelle. Autre pan d'action : renforcer l'attractivité touristique de la France à l'étranger, à travers Atout France et les ambassades de France, en particulier à Singapour, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande.

Certes, les exportations françaises vers l'ASEAN ont pratiquement triplé entre 2004 et 2013, poussées par des ventes d'avions record et l'implantation de nouveaux groupes. Néanmoins, la zone ASEAN reste encore bien trop sous-estimée par les dirigeants d'entreprises françaises alors que les perspectives économiques sont réjouissantes. Une posture qu'il s'agit de renverser au moment où l'ASEAN s'apprête à créer

une communauté économique, fondée sur la libéralisation progressive des flux de biens, de services, de capitaux et de main-d'œuvre qualifiée. Cette construction, même si elle s'annonce modeste et lente, permettra sans aucun doute d'accentuer l'ouverture de la région.

L'Asie du Sud-Est reste une région difficile d'accès. L'environnement des affaires est complexe. Les barrières culturelles constituent des obstacles. La concurrence est vive. Les risques pays liés aux risques naturels, à la piraterie, au terrorisme, aux revendications autonomistes ou aux tensions en mer de Chine du Sud ne doivent pas être sous-estimés. Cela rend d'autant plus nécessaires les approches collectives de ce marché afin de réduire ces risques, notamment pour les PME.

Un certain nombre de segments de la demande locale ne font pas encore l'objet d'une rude concurrence et présentent, en raison de l'émergence d'une classe moyenne qui explose, des opportunités qu'il convient d'exploiter.

Et Philippe Varin de conclure sur son rôle qui consiste à vendre les pays de l'ASEAN en France car ils représentent un débouché précieux pour les entreprises tricolores. Il faut aller à leur rencontre afin de les informer et de les accompagner pour qu'elles répondent au mieux aux besoins de cette région. Avec l'action conjointe des ambassades, de Business France et des chambres de commerce et de l'industrie, cette démarche sera d'autant plus efficace avec le soutien d'une plus grande présence politique tant au niveau présidentiel que ministériel, notamment avec les secrétaires d'Etat. Il en va de la lutte contre le chômage et du redressement économique de notre pays. ■

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

Histoire et géopolitique des relations nippo-philippines

Vers un partenariat stratégique durable ?

L'AUTEUR

Simon Fauret | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Etudiant en Master 2 Géopolitique à la Sorbonne et à l'Ecole Normale Supérieure, Stage au Centre des Etudes de Sécurité de l'Institut français de relations internationales (Ifri).

Histoire et
géopolitique
des relations
nippo-philippines

14

Le 19 novembre 2015, en marge du sommet de l'Asia-Pacific Economic Cooperation à Manille, le Premier ministre japonais Shinzō Abe et le président philippin Benigno Aquino III ont déclaré s'être mis d'accord sur un transfert de technologie et d'équipement militaire du Japon vers les Philippines. Le pacte, bien qu'encore non signé, a déjà une importante portée symbolique, puisque c'est la première fois que Tokyo s'engage à participer à un tel projet de coopération militaire avec un autre pays asiatique¹.

Depuis environ deux ans, le Japon semble avoir pris conscience de la nécessité de se

rapprocher autant que possible de son voisin philippin et de l'aider à renforcer ses capacités de défense. En effet, depuis 2012, Manille doit faire face à des revendications de plus en plus insistantes de Pékin sur des îlots en mer de Chine méridionale. Les relations se sont donc largement dégradées entre la Chine et les Philippines, ces dernières s'inquiétant des tentatives du gouvernement chinois de s'approprier les richesses de cette étendue maritime. Le Japon, bien que n'ayant pas de revendications directes, craint quant à lui l'avancée chinoise dans cette mer qui constitue l'un de ses principaux axes commerciaux (via le détroit de Malacca).

Si les relations entre le Japon et les Philippines ont resurgi dans l'actualité de l'Asie grâce à ce projet de coopération militaire, elles ne peuvent être résumées à ce simple enjeu. Afin de mieux comprendre l'ampleur de leur actuel rapprochement stratégique,

1. « Japan, Philippines strike broad accord on defense equipment transfer », in *The Japan Times*, 20 novembre 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.japantimes.co.jp/news/2015/11/20/national/politics-diplomacy/japan-philippines-strike-broad-accord-defense-equipment-transfer/#.VIVnpvkveUk>

il est nécessaire de se pencher sur l'histoire riche et complexe des rapports entre ces deux pays, faite d'échanges religieux, politiques, économiques ou encore technologiques, mais également de tensions, d'invasions et de crimes de guerre.

Le Japon de la période sengoku et les Philippines espagnoles. Missions religieuses, échanges commerciaux et méfiance réciproque (1570 – 1603).

Dès le XI^{ème} ou le XII^{ème} siècle, des bateaux de marchands japonais auraient abordé les côtes de Luçon, la principale île septentrionale de l'archipel philippin². Cependant, le manque de sources limite encore les connaissances sur la présence japonaise avant l'arrivée des Espagnols. Cet événement est considéré comme le véritable point de départ des relations entre les deux pays. Dans les années 1560 et 1570, les Philippines et le Japon traversent une période charnière de leur histoire. Si Magellan découvre les Philippines en 1521, la colonisation débute dans les années 1560 et s'intensifie en 1571 avec l'occupation totale de Luçon et la création de Manille, l'actuelle capitale du pays. L'archipel nippon est quant à lui en proie à une très forte instabilité politique depuis plus d'un siècle (époque des « Provinces en Guerre », sengoku). Il rentre en 1573 dans la période Azuchi-Momoyama (1573-1600) qui conduira, à travers l'œuvre de trois seigneurs de guerre, à l'unification définitive du pays et à la mise en place de la dynastie shogunale des Tokugawa sous l'ère Edo (1603-1868).

Un des premiers contacts entre Espagnols et Japonais aux Philippines se fait par l'intermédiaire des wakō, pirates japonais ou chinois habitués à effectuer des raids sur les côtes chinoises et coréennes depuis plusieurs siècles. A cette époque, il est courant que les wakō s'adonnent à la piraterie en complément d'une activité originelle de

commerçants. A la fin des années 1560, le gouverneur espagnol des Philippines atteste en effet de la visite annuelle à Luçon de wakō apportant de la soie, de la laine, ou encore de la porcelaine, et mentionne même l'installation durable de Japonais à Manille³. La mise en place d'échanges commerciaux ne signifie pas pour autant la fin des raids, parfois de grande envergure : en 1574, un certain Lin Feng, à la tête de trois milles pirates et de quatre cents soldats japonais tentent de s'emparer de Manille⁴.

La faiblesse du pouvoir central japonais en cette période troublée est ici illustrée. Certains daimyō (seigneurs féodaux) de la région de Kyūshū, au sud du Japon, profitent de l'instabilité politique pour s'enrichir en achetant les services des wakō. Ces derniers, bons connaisseurs des routes maritimes et des richesses des pays voisins, vont alterner commerce et activités de pillage avec l'aide ponctuelle de soldats de leurs « employeurs »⁵.

Le fait que Kyūshū soit la première région de contact avec les Philippines espagnoles n'est pas anodin. Au-delà de sa situation géographique (principale île méridionale de l'archipel nippon, et donc la plus près des côtes de Luçon), Kyūshū est surtout l'endroit où Japonais et Occidentaux se sont rencontrés pour la première fois. Depuis l'arrivée des jésuites portugais en 1549, Kyūshū est devenu le point de départ des missions de christianisation de l'archipel nippon. Au cours des décennies suivantes, de nombreux habitants, y compris des daimyō, se sont convertis à la foi catholique. Dans les années 1580, les résidents de Kyūshū sont donc déjà familiers de la religion et des richesses des Européens. Après 1582, à la suite de l'arrivée d'une mission franciscaine à Kyūshū en provenance des Philippines, certains daimyō décident alors d'officialiser leurs relations avec les Espagnols. Une pre- ➤

Histoire et géopolitique des relations nippo-philippines

15

2. DEVILLERS Philippe, FRANCK Manuelle, GUÉRAICHE William, V. HOSILLOS Lucila, VESLOT Jean-Louis, « PHILIPPINES », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 6 décembre 2016. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/philippines/2-histoire-de-la-colonie-espagnole-1565-1898/>

3. ANTONY, Robert J., *Elusive Pirates, Pervasive Smugglers: Violence and Clandestine Trade in the Greater China Seas*, Hong Kong University Press, 2010, p79.

4. Idem, p80.

5. TREMML-WERNER, Birgit. *Spain, China and Japan in Manila, 1571-1644*. Amsterdam University Press, 2015, p138.

» mière ambassade est envoyée en 1585 au gouverneur des Philippines pour lui demander l'envoi de davantage de missionnaires franciscains au Japon, ainsi que la possibilité de commercer avec Luçon⁶.

En 1587, Toyotomi Hideyoshi, un des trois grands unificateurs du Japon, lance une campagne militaire à Kyūshū afin de mettre fin à la liberté politique et commerciale de certains daimyō chrétiens⁷. Percevant la propagation du christianisme au Japon comme une menace (plus de 200 000 convertis), il promulgue la même année un premier édit anti-chrétien et surtout anti-jésuites⁸. Persécutions de croyants et expulsions de missionnaires vont en être les conséquences directes.

Hideyoshi, parvenu à s'ériger au rang de maître du Japon, ne peut admettre que son pays reste soumis à l'influence d'autres pouvoirs que le sien. Si les daimyō chrétiens comptent parmi ses premières cibles, Hideyoshi rêve d'un projet bien plus ambitieux, celui de briser définitivement la primauté de la Chine en Asie. Puissance majeure de la région, la Chine exige depuis plusieurs siècles de ses voisins la reconnaissance de la supériorité du tianzi (Fils du Ciel), c'est-à-dire de l'Empereur, ainsi que le paiement d'un tribut. Le nouveau dirigeant du Japon, las de cette relation hiérarchique, désire y mettre fin par la force.

Initié en 1591, ce plan destiné à contrer l'hégémonie chinoise intéresse également les Philippines, pour des raisons politiques, commerciales et, surtout, religieuses. En 1584, le premier évêque de Manille écrit une lettre au roi d'Espagne dans laquelle il lui affirme qu'il était possible et même souhaitable « *d'entrer en Chine l'épée en main*⁹ »

6. PELLETIER, Philippe, *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*, CNRS Edition, 1997, p176.

7. IACCARINO, Ubaldo, *Comercio y Diplomacia entre Japón y Filipinas en la era Keichō (1596-1615)*, Tesis Doctoral, Universitat Pompeu Fabra, p104.

8. WHITNEY HALL, John. *The Cambridge History of Japan*. Volume 4, Early Modern Japan, Cambridge University Press, 1988, p360.

9. Cité dans LACH, Donald F., *Asia in the Making of Europe*. Volume I: the Century of Discovery. Book One, Chicago: University of Chicago Press, 1965, p300.

afin de convertir le plus grand royaume du monde. Allait-on donc, en ce début des années 1590, vers une alliance d'intérêts, voire une coopération militaire entre le Japon et les Philippines espagnoles ? La mégalo-manie de Hideyoshi en décida autrement. En 1591, il envoie une lettre au gouverneur des Philippines et lui indique son intention de prendre possession de ses terres. Cette menace d'une invasion japonaise, restée vivace dans les esprits espagnols jusqu'à la mort de Hideyoshi en 1598, semble surtout avoir eu pour but de faire reconnaître aux Espagnols la supériorité hiérarchique du Japon, voire de transformer les Philippines en un Etat vassal¹⁰. L'arrogance de Hideyoshi, confirmée par ses tentatives infructueuses d'invasion de la Chine via la Corée en 1592 et 1598, empêcha donc un approfondissement des liens entre les Philippines et le Japon.

En 1603, à la suite d'une série de victoires militaires décisives, Ieyasu Tokugawa se fait nommer shōgun (dirigeant militaire du Japon) et met fin à la longue période troublée du sengoku. Les relations entre les Philippines espagnoles et le gouvernement central japonais, entamées dans de mauvaises conditions à l'époque de Hideyoshi, vont entrer dans une nouvelle ère.

Du début du shogunat Tokugawa à la fin du sakoku : essor et déclin de la relation Edo-Manille (1603-1853).

La première décennie du shogunat Tokugawa marque un véritable essor des relations nippono-philippines. Des franciscains sont autorisés à se rendre dans le Kantō (la région d'Edo, l'actuelle ville de Tōkyō, où les shōgun ont aménagé leur gouvernement), et les missions diplomatiques s'enchaînent d'un côté comme de l'autre¹¹. L'importance des communautés de Japonais sur le sol philippin (nihonmachi) ne cesse d'augmenter, passant d'un millier d'habitants en 1595 à plus de trois milles dans les années 1610¹².

10. IACCARINO, Ubaldo, op. cit., p203-205.

11. Ibid, p66-71.

12. Ibid, p129.

A ces échanges culturels et religieux s'ajoute une dimension commerciale et technologique. En 1610 un accord majeur est signé entre Edo et Madrid. Le shōgun, désireux de s'approprier le savoir-faire espagnol dans le domaine de l'ingénierie navale afin de transformer le Japon en puissance maritime, accorde en échange aux Espagnols de nombreux avantages, tels que 75% des ressources en or et en argent de l'archipel, une base commerciale et un chantier naval pour construire la flotte des Philippines à bas coût. La même année, un certificat royal espagnol autorise le libre-échange entre les Philippines, le Japon et la Chine¹³, et intensifie les échanges de marchandises très variées (soie, coton, or, argent, miel, parfum, etc.).

Malgré ces éléments, la méfiance entre Japonais et Espagnols, qui ne s'était jamais véritablement estompée, va se renforcer au début des années 1610. Comme son prédécesseur, Ieyasu Tokugawa commence à s'alarmer de l'influence croissante du christianisme. Les kirishitan (chrétiens japonais) sont de plus en plus nombreux et disposent d'un poids politique que le shōgun juge désormais gênant. Les inquiétudes de ce dernier sont d'ailleurs en partie fondées, puisque les liens entre les daimyō chrétiens, notamment de Kyūshū, et le pouvoir philippin, semblent aller au-delà du religieux et du commercial. La conquête de l'archipel nippon avec l'aide de ces seigneurs féodaux aurait même été envisagée par les Espagnols¹⁴.

En 1614, Ieyasu Tokugawa décide donc de passer à l'action et ordonne l'expulsion de tous les missionnaires chrétiens présents sur le sol japonais. Les persécutions qui s'ensuivent, d'une ampleur bien plus grande qu'à l'époque de Hideyoshi, entraînent l'exil de nombreux *kirishitan*, y compris des daimyō, vers les Philippines. Les relations nippo-philippines vont continuer à se détériorer jusqu'à 1624, date à laquelle un édit d'expulsion met définitivement fin aux liens qui unissaient Edo et Madrid¹⁵. La



volonté de faire face à toute ingérence étrangère est confirmée en 1641, date à laquelle le régime du sakoku, (isolement quasi-total du pays) entre en vigueur. Dès lors, entre 1641 et 1854, la dynastie Tokugawa va interdire à ses sujets de quitter le pays, et va restreindre le contact avec l'extérieur à une enclave commerciale à Nagasaki, accessible uniquement aux marchands chinois et néerlandais.

La rupture entre Japonais et Espagnols est donc consommée, et les relations entre les deux pays vont être inexistantes jusqu'à la « réouverture » du Japon en 1854.

Les Philippines, d'une colonisation à l'autre, et le développement de la puissance japonaise (1853-1946).

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la géopolitique de l'Asie orientale se trouve transformée par l'entrée en scène des Etats-Unis. Le 8 juillet 1853, une escadre améri- ➤

13. Ibid, p14.

14. KNAUTH, Lothar. *Confrontación Transpacífica. El Japón y el Nuevo Mundo Hispánica. 1542—1639*, Mexico, UNAM, 1972., p109.

15. IACCARINO, Ubaldo, op. cit., p325.

» caine dirigée par le Commodore Perry jette l'ancre dans la baie d'Edo et exige la signature d'un traité commercial entre les Etats-Unis et le Japon. Face à la puissance militaire américaine qui le menace d'une invasion, le Japon n'a d'autre choix que de s'incliner en 1854 en mettant fin à sa politique du sakoku.

Bien que l'ouverture forcée du Japon soit le produit d'une série de traités au profit des puissances occidentales, l'Etat japonais a réussi à limiter l'ampleur des ingérences occidentales et à se moderniser rapidement pour ne pas être colonisé. En 1868, l'ère Meiji débute, signant la restauration d'un pouvoir central fort. L'empereur s'installe à Tōkyō (« Capitale de l'Est », nouveau nom d'Edo) et l'industrialisation accélérée de l'archipel commence. La « réouverture » du Japon en 1854 permet le rétablissement de relations entre Edo et Manille. Néanmoins, les échanges entre les deux pays, loin d'être aussi variés qu'au XVI^{ème} et au XVII^{ème} siècle, se résument essentiellement à leur caractère économique¹⁶ jusqu'aux dernières années de l'occupation espagnole. Dans leur lutte contre le joug espagnol, les nationalistes philippins vont alors chercher à obtenir l'aide de leurs voisins japonais qui avaient su maintenir leur autonomie.

En mai 1896, des membres du Katipunan, société secrète philippine fondée en 1892 par Andrés Bonifacio et ayant pour but de mettre fin à la présence espagnole aux Philippines, rencontrent un amiral japonais à bord d'un navire mouillant dans le port de Manille. Bonifacio, qui serait à l'origine de cette entrevue, aurait alors demandé au Japon de fournir une assistance militaire et politique au *Katipunan*, notamment via la livraison d'armes et de munitions¹⁷. Malgré l'existence au Japon de sympathisants de la cause philippine (un vaisseau privé japonais aurait essayé de livrer du matériel militaire au *Katipunan*¹⁸), les indépendantistes atten-

dront en vain le soutien officiel de Tōkyō¹⁹ et leur insurrection en août 1896 sera réprimée dans le sang²⁰.

A la suite de la guerre hispano-américaine de 1898, les Etats-Unis, vainqueurs, récupèrent les dernières colonies espagnoles, dont les Philippines. Parallèlement, le Japon illustre le potentiel de son armée en battant successivement la Chine en 1895, la Russie en 1905, et en transformant la même année la Corée en protectorat. En 1905, une discussion aurait donc eu lieu entre le Secrétaire à la guerre américain William Howard Taft et le Premier ministre japonais Taro Katsura à propos de la position des Etats Unis et du Japon en Asie. Au cours de cet échange, resté secret jusqu'en 1925, Washington aurait reconnu la souveraineté du Japon sur la Corée en échange de la promesse de Tōkyō de ne pas agresser les Philippines²¹. A travers ce mémorandum, Les Etats-Unis prennent déjà conscience de la nouvelle puissance japonaise et admettent *de facto* le danger qu'elle peut impliquer pour leur possession philippine.

Parallèlement, les échanges économiques entre le Japon et les Philippines ne cessent de s'accroître dans la première moitié du XX^{ème} siècle. Avant tout économiques, ils concernent surtout deux types d'activité : les investissements de Tōkyō sur le territoire philippin, et l'émigration de travailleurs japonais (ouvriers spécialisés, commerçants, paysans, etc.). Entre 1920 et 1938, entre 8 et 12% du total des importations philippines proviennent du Japon²².

Les liens économiques étroits entre les deux archipels ne vont pas empêcher le mouvement militariste japonais de concrétiser ses rêves d'expansions. Le 7 décembre 1941, le jour de l'attaque de Pearl Harbor, l'aviation

16. URDAVIDIANA, Silvia Novelo, « Filipinas y Japón: dos hermanos que no lo parecen », *México y la Cuenca Del Pacífico*, vol. 3, núm. 11 / septiembre – diciembre de 2000, p49.

17. CATINDIG, Raymund, "Bonifacio sought Japan's help during 1896 revolt", *The Philippine Star*, 30 novembre 2013.

18. Ibid.

19. URDAVIDIANA, Silvia Novelo, op. cit., p49.

20. LECHERVY, Christian, « Philippines » in CORDELIER, Serge, sous la direction de, *Le Dictionnaire historique et géopolitique du XX^{ème} siècle*, 2007 (2000), p545.

21. «Taft-Katsura Memorandum», *Dictionary of American History*, 2003, Encyclopedia.com, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.encyclopedia.com/doc/1G2-3401804116.html>

22. URDAVIDIANA, Silvia Novelo, op. cit., p50.

japonaise commence également à bombarder les Philippines. Débarquée à Luçon le 22 décembre, l'armée japonaise s'empare de Manille le 2 janvier 1942 et parvient à contrôler l'ensemble du territoire à partir du mois de mai²³. L'occupation japonaise des Philippines, bien que relativement courte (un peu plus de trois ans), est particulièrement dure pour les habitants de l'archipel. De nombreux crimes de guerres sont en effet commis, tels que la « marche de la mort de Bataan » en 1942 (l'imposition d'une marche forcée à plus de 70 000 prisonniers de guerre américains et philippins) qui aurait entraîné la mort de plus de 7000 hommes en moins d'un mois²⁴.

L'après-guerre. Tōkyō et Manille sous le parrainage de Washington.

Le 4 juillet 1946, les Etats-Unis accordent l'indépendance aux Philippines. Après quasiment quatre cents ans d'occupation étrangère, Manille retrouve enfin sa souveraineté sur le territoire philippin. Désormais capable de disposer d'une politique étrangère autonome, l'Etat philippin va renouer des relations avec son voisin nippon qui se retrouve occupé par l'armée américaine jusqu'en 1952 (1972 pour la préfecture d'Okinawa). Parallèlement, Manille signe en 1947 un accord de défense avec Washington permettant aux Etats-Unis de bénéficier pour 99 ans de bases militaires permanentes sur le territoire philippin²⁵.

En dépit de l'ampleur des crimes commis pendant l'occupation japonaise, les Philippines et le Japon vont rapidement renouer des liens dans un contexte de reconstruction économique et de début de la guerre froide. En 1951, Manille est signataire du Traité de San Francisco qui ouvre la voie à un accord de réparation en 1956²⁶, et dès 1953, le pré-

sident philippin Elpidio Quirino accorde l'amnistie à tous les accusés²⁷.

En 1972, le président Ferdinand Marcos, élu sept ans plus tôt instaure la loi martiale pour se maintenir au pouvoir aux Philippines. S'ensuit une dictature qui ne s'achèvera qu'en 1986, à la suite d'élections anticipées organisées sous la pression de Washington et d'une opposition croissante²⁸. Malgré le régime autoritaire instauré par le président Marcos, la période 1960-1980 est marquée par un accroissement des échanges économiques entre les deux archipels. C'est d'ailleurs à Manille en août 1977 que le Premier ministre japonais Takeo Fukuda prononce un discours à l'origine de la doctrine diplomatique moderne du Japon en Asie. Le chef du gouvernement promet alors aux pays asiatiques – et au reste du monde – que le Japon renonce à redevenir une puissance militaire et qu'il fera tout son possible pour renforcer les liens de coopération, notamment économique, avec les Etats d'Asie du Sud-Est²⁹. Le discours de non-ingérence du Japon dans les affaires de ses voisins n'empêchera pas des fonctionnaires de la branche Assistance au développement du ministère japonais des Affaires étrangères (ODA, Official Development Assistance) d'être impliqués dans de vastes affaires de corruption sous l'administration Marcos³⁰.

Malgré l'éclatement de ces scandales de corruption à la suite de la chute de Marcos, Tōkyō et Manille vont continuer à se rapprocher. Ainsi, à la suite de l'élection de la présidente Corazon Aquino en 1986, l'Etat japonais est l'un des premiers à exprimer son soutien au nouveau gouvernement et au retour de la démocratie aux Philippines³¹. La même année, ➤

23. LECHERVY, Christian, op. cit., p546.

24. MASSON, Philippe (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre Mondiale*, vol. I, Larousse, 1980, p267.

25. LECHERVY, Christian, op. cit., p546.

26. Reparations Agreement between Japan and the Republic of the Philippines, 1956, URL : <http://www.gwu.edu/~memory/data/treaties/Philippines.pdf>

27. URDAVIDIANA, Silvia Novelo, op. cit., p51.

28. « Philippines. Chronologie d'une dictature à une démocratie bancaire », in *Courrier international*, 3 mars 2011, consulté le 7 décembre 2015, URL : <http://www.courrierinternational.com/article/2011/03/03/chronologie-d-une-dictature-a-une-democratie-bancaire>

29. « Mr. Fukuda's vision », *The Japan Times*, 30 mai 2008, consulté le 8 décembre 2015, URL : http://www.japantimes.co.jp/opinion/2008/05/30/editorials/mr-fukudas-vision/#.Vl6fj_kveUk

30. YOKOYAM, Masaki, « Marcos' Yen for Corruption », *Kasarinlan*, 1990, pp.7-28.

31. IKEHATA, Setsuho et YU-JOSE, Lydia, *Philippines-Japan Relations*, Ateneo De Manila University Press, 2003, p580.

- » la nouvelle chef de l'Etat se rend à Tōkyō pour confirmer un prêt de 247 millions de dollars d'aides japonaises pour la construction d'infrastructures aux Philippines³².

La fin de la guerre froide signe la fin de l'omniprésence américaine aux Philippines. En décembre 1991, le sénat philippin vote le retrait des bases américaines situées sur l'archipel³³. Le Japon, quant à lui, continue à héberger un grand nombre de bases des Etats-Unis (87 établissements et plus de 47 000 hommes en 2006³⁴) tout en renforçant ses relations avec son voisin philippin. A la suite du tremblement de terre de Luçon en 1990 et de l'éruption du Mont Pinatubo en 1991, le Japon devient le premier pourvoyeur d'aide humanitaire aux Philippines³⁵.

Tōkyō et Manille entretiennent donc au cours des années 1990-2000 de bonnes relations reposant avant tout sur des échanges économiques et une assistance en cas de catastrophes naturelles. Ce n'est qu'à partir des années 2010 que les deux archipels entreprennent une véritable coopération stratégique.

Les années 2010 et le renforcement des relations nippo-philippines, symbole d'un renouveau stratégique du Japon ?

C'est à partir de l'élection de Shinzō Abe au poste de Premier ministre du Japon en décembre 2012 que les relations nippo-philippines commencent à se renforcer et se diversifier. A l'image de ses prédéces-

seurs, le nouveau chef du gouvernement recourt tout d'abord à l'outil classique de la diplomatie japonaise d'après-guerre : la puissance économique. Entre aide au développement, assistance humanitaire et investissements massifs, le Japon parvient à s'implanter de plus en plus dans l'archipel philippin. En 2012, les prêts de la branche Assistance au développement du ministère japonais des Affaires étrangères aux Philippines représentaient déjà près de 40% de l'ensemble des aides au développement vers l'archipel philippin³⁶. En 2013, à la suite du typhon Haiyan qui a tué près de 4000 philippins, les Forces d'autodéfenses japonaises (le nom de l'armée japonaise) lancent leur plus grande opération militaire à l'étranger depuis 1945 pour venir en assistance aux Philippines, et Tōkyō prévoit l'envoi de 52 millions de dollars d'aides³⁷. En 2014, pour le projet de construction d'un nouvel aéroport à Bohol, une île centrale des Philippines, les six firmes en lice sont japonaises³⁸. En mars 2015, Tōkyō et Manille signent six nouveaux accords visant notamment à financer des programmes de réduction des risques naturels ainsi que la construction de centrales hydroélectriques³⁹. Sous le mandat de Shinzō Abe, le Japon confirme donc son statut de premier fournisseur d'assistance au développement des Philippines. Au-delà des prêts à taux avantageux et de la coopération technique dans des secteurs variés, Manille dépend également de Tōkyō en ce qui concerne les échanges commerciaux ; en 2012, le Japon était le premier partenaire

32. DRAKE Hal, « Aquino, in Japan, receives promise of financial support », in *Stars and Stripes*, 12 novembre 1986, consulté le 8 décembre 2015, URL : <http://www.stripes.com/news/aquino-in-japan-receives-promise-of-financial-support-1.37461>

33. SANGER David E., « Philippines Orders U.S. to Leave Strategic Navy Base at Subic Bay », in *The New York Times*, 28 décembre 1991, consulté le 8 décembre 2015, URL : <http://www.nytimes.com/1991/12/28/world/philippines-orders-us-to-leave-strategic-navy-base-at-subic-bay.html?pagewanted=all&src=pm>

34. YOSHIDA, Reiji, « Basics of the U.S. military presence », in *The Japan Times*, 25 mai 2008, consulté le 8 décembre 2015, URL : <http://www.japantimes.co.jp/news/2008/03/25/reference/basics-of-the-u-s-military-presence/#.Vl6rufkveUk>

35. IKEHATA, Setsuho; YU-JOSE, Lydia, op. cit., p580-581.

36. TRAJANO, Julius Cesar I., « Japan-Philippine Relations: New Dynamics in Strategic Partnership », *RSIS Commentaries*, 28 février 2013.

37. PFIMLIN, Edouard, « Philippines : les catastrophes naturelles, « arme » de la diplomatie japonaise », *Le Monde*, 19 novembre 2013, consulté le 7 décembre 2015, URL : http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2013/11/19/philippines-le-japon-lance-sa-plus-grande-operation-militaire-a-l-etranger-depuis-1945_3516093_3216.html#OTqZOXdP5mzyruiM.99

38. BAYOS, Kris, « New Bohol airport project attracts 6 Japanese contractors », *Manila Bulletin*, 10 juin 2014, consulté le 7 décembre 2015, URL : <http://www.mb.com.ph/new-bohol-airport-project-attracts-6-japanese-contractors/>

39. « Philippines, Japan Sign Agreements on Six ODA Projects », *Official Gazette of the Republic of Philippines*, 26 mars 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.dfa.gov.ph/index.php/newsroom/dfa-releases/5781-philippines-japan-sign-agreements-on-six-oda-projects>

commercial des Philippines et sa deuxième source d'investissements directs à l'étranger⁴⁰.

Une des nouveautés de la stratégie japonaise est l'ajout au traditionnel volet économique d'une dimension plus politique. Ainsi, dans le cadre du conflit apparu à la fin des années 1960 entre le gouvernement philippin et des groupes rebelles à Mindanao, la principale île méridionale des Philippines, le Japon a proposé de jouer un rôle de médiateur. Les rebelles du Front Moro islamique de libération (FMIL⁴¹), qui luttent contre le pouvoir central dans l'objectif de former un Etat musulman indépendant (*Bangsamoro*)^{42,43}, ont accepté de participer à des négociations de paix à partir de 2001. Dès décembre 2006, lors du premier mandat de Premier ministre de Shinzō Abe (2006-2007), le gouvernement japonais inaugure la J-BIRD (Japan-Bangsamoro Initiatives for Reconstruction and Development). Lancé à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la normalisation des relations entre Manille et Tōkyō, ce projet vise à soutenir le processus de paix entre le FMIL et l'Etat philippin en investissant massivement dans le développement de la région conflictuelle et historiquement très pauvre du Bangsamoro, à l'est de Mindanao. La même année, en parallèle de la J-BIRD, la Japan International Cooperation Agency a envoyé des experts au sein de l'International Monitoring Team établie en 2004 pour surveiller le cessez-le-feu^{44,45}.

40. JANO, Julius Cesar I., « Japan and the Philippines unite against China », *East Asia Forum*, 21 août 2013, consulté le 8 décembre 2015, URL : <http://www.eastasiaforum.org/2013/08/21/japan-and-the-philippines-unite-against-china/>

41. L'acronyme originel est MILF, pour Moro Islamic Liberation Front.

42. « Fighting and talking: A Mindanao conflict timeline », *GMA News Online*, 27 octobre 2011, consulté le 8 décembre 2015, URL : <http://www.gmanetwork.com/news/story/236761/news/specialreports/fighting-and-talking-a-mindanao-conflict-timeline>

43. « Moro Islamic Liberation Front », *Global Security*, consulté le 20 novembre 2015, URL : <http://www.globalsecurity.org/military/world/para/milf.htm>

44. FUKUNAGA, Kei, « Japan's Contribution To The Mindanao Peace And Development: Views From The Ground », *Asia Peacebuilding Initiatives*, 28 janvier 2013, consulté le 1er décembre 2015, URL : <http://peacebuilding.asia/japans-contribution-to-the-mindanao-peace-and-development-views-from-the-ground/>

45. « Visit to Japan of the Moro Islamic Liberation Front (MILF)

Depuis 2006, le Japon a donc participé activement aux négociations et a même accueilli en 2011 une rencontre informelle entre le président philippin et le leader du FMIL, puis en 2013 le Comité de Négociation de la Paix du FMIL⁴⁶.

Encouragé par la participation active du Japon au processus de paix, le rapprochement politique entre Tōkyō et Manille va se poursuivre et être complété par un volet stratégique et sécuritaire. Après avoir coopéré sur la menace locale que constituait l'insurrection du FMIL, Shinzō Abe et Benigno Aquino III – président des Philippines depuis 2010 – vont partager la même vision d'une menace plus grande, celle de l'expansion de Pékin en mer de Chine méridionale.

Depuis 2012, la Chine a enchaîné les manœuvres dans cette mer afin d'y asseoir sa souveraineté qui est contestée par certains pays riverains (Taiwan, Vietnam, Malaisie, Brunei, Philippines). Pékin prétend vouloir s'arroger 80% à 90% de la mer de Chine méridionale, notamment afin d'en exploiter les richesses (avant tout des hydrocarbures) aux dépens des autres pays⁴⁷. Le gouvernement philippin compte parmi ceux qui se sont le plus irrités des tentatives d'expansion chinoise. En 2012, l'envoi de chalutiers chinois au large des îlots de Scarborough, situés dans la zone économique exclusive des Philippines et à plus de mille kilomètres des côtes chinoises, entraîne un face-à-face tendu entre les marines des deux pays⁴⁸. Dans une interview au *New York Times* en février 2014, Benigno Aquino III, indigné par l'inaction de la communauté internationale face à »

Peace Negotiating Panel », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 11 mars 2013, consulté le 2 décembre 2015, URL : http://www.mofa.go.jp/announce/event/2013/3/0311_01.html

46. Idem.

47. SCHAEFFER, Daniel, « Prétentions chinoises en Mer de Chine du sud et routes commerciales européennes », *Diploweb*, 20 septembre 2014, consulté le 3 décembre 2015, URL : <http://www.diploweb.com/Pretentions-chinoises-en-Mer-de.html>

48. « Le président philippin compare à nouveau la Chine à l'Allemagne nazie », *Le Monde*, 3 juin 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2015/06/03/le-president-philippin-compare-a-nouveau-la-chine-a-l-allemande-nazie_4646161_3216.html#WPzGRIFiEXo2crq.99

» l'attitude de Pékin, la compare à la politique d'apaisement vis-à-vis de Hitler avant 1939⁴⁹. Dès 2013, Tōkyō, inquiet du comportement chinois, se déclare prêt à transformer un partenariat économique entre le Japon et les Philippines en un programme de coopération maritime⁵⁰. En mai 2015, quelques mois après un accord de sécurité entre Tōkyō et Manille, les deux pays effectuent un premier exercice conjoint de sécurité navale dans une zone revendiquée par la Chine⁵¹.

Le début de la construction par Pékin d'îles artificielles sur les récifs de l'archipel des Spratleys en juin 2015 et la décision d'y installer des bases militaires sont venus renforcer les tensions avec ses voisins⁵². Depuis l'été dernier, le gouvernement Abe a multiplié les efforts diplomatiques afin de dissuader la Chine de poursuivre son programme d'expansion. Après s'être engagé en septembre à livrer des navires au Vietnam⁵³, le Premier ministre japonais s'est entretenu avec son homologue australien à propos de l'éventuelle construction de nouveaux sous-marins⁵⁴. Les rencontres entre Abe et Aquino III se sont multipliées, et le premier a déclaré en novembre être prêt à signer un accord de transfert d'équipements de défense du Japon vers les Philippines. Outre la vente à prix réduit de navires de patrouille, Tōkyō se-

rait en train d'envisager d'offrir à Manille des d'avions TC-90 d'occasion qui pourraient servir à surveiller les activités de Pékin⁵⁵.

L'enjeu de la mer de Chine méridionale et le renforcement de la relation Tōkyō-Manille symbolisent-ils un véritable renouveau stratégique du Japon ? Ce dernier est-il prêt à s'impliquer davantage sur la scène internationale, au-delà de sa traditionnelle politique économique ? Le gouvernement Abe ne peut pour le moment s'engager pleinement dans le règlement de litiges frontaliers qui ne le concernent pas directement et agit donc de manière plus prudente, en consolidant les capacités de défense de ses alliés. Aquino III, accusant la Chine d'utiliser sa puissance pour déstabiliser la région, a déclaré en 2013 que le Japon pouvait justement constituer un contrepoids de taille pour rééquilibrer les rapports en mer de Chine⁵⁶. Le président philippin a également affirmé qu'il soutiendrait le réarmement du Japon et la révision de sa Constitution de 1946⁵⁷ (dont l'article 9 dispose que le peuple japonais « *renonce à jamais à la guerre* ») puisque c'est le seul pays de la région à même de faire face à Pékin. Afin de répondre aux attentes de Manille et de réaffirmer sa puissance, Tōkyō devrait-il revoir en profondeur ses engagements pacifistes de l'après-guerre ? ■

49. BRADSHAW, Keith, « Philippine Leader Sounds Alarm on China », *The New York Times*, 4 février 2014, consulté le 6 décembre 2015, URL : http://www.nytimes.com/2014/02/05/world/asia/philippine-leader-urges-international-help-in-resisting-chinas-sea-claims.html?_r=2

50. TRAJANO, Julius Cesar I., East Asia Forum, op. cit.

51. KELLY Tim et MOGATO Manuel, « Japan and the Philippines are about to upset China in the South China Sea », 8 mai 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://uk.businessinsider.com/r-japan-philippines-to-hold-first-naval-drill-in-south-china-sea-sources-2015-5?r=US&IR=T>

52. « Mer de Chine méridionale. Des bases militaires chinoises sur les îles de la discorde », *Courrier international*, 16 juin 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.courrierinternational.com/article/mer-de-chine-meridionale-des-bases-militaires-chinoises-sur-les-iles-de-la-discorde>

53. « Mer de Chine méridionale: le Japon promet d'autres navires au Vietnam », *45e Nord*, 15 septembre 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.45enord.ca/2015/09/mer-de-chine-meridionale-le-japon-promet-dautres-navires-au-vietnam/>

54. HEATH, Michael, « Japan Renews South China Sea Alert, Pushes Aussies on Submarines », *Bloomberg Business*, 22 novembre 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-11-22/japan-renews-south-china-sea-alert-pushes-aussies-on-submarines>

55. POLLMANN, Mina, « Amid South China Sea Tensions, Japan Strengthens Ties With Philippines, Vietnam », *The Diplomat*, 2 décembre 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://thediplomat.com/2015/12/amid-south-china-sea-tensions-japan-strengthens-ties-with-philippines-vietnam/>

56. HEYDARIAN, Richard Javad, « Japan: The Philippines' New Best Friend? », *The Diplomat*, 17 juin 2015, consulté le 5 décembre 2015, URL : <http://thediplomat.com/2015/06/japan-the-philippines-new-best-friend/>

57. TRAJANO, Julius Cesar I., East Asia Forum, op. cit.

Syria's wars are altering power balances in Asia

L'AUTEUR

Brij Khindaria | Membre du Comité Asie |
Journaliste économique et politique, spécialiste des
questions de sécurité et de maintien de la paix.

Syria's
wars are
altering power
balances in
Asia

23

S yria has become a malignant tumor spreading steadily in various mutations through most of the world. Its military chaos, political collapse, perversion of religion and human suffering are infesting Europe, Asia, the Middle East and North Africa.

The world order so neatly set in treaties and laws by the victorious US-led World War II allies is being battered. Law and order, human kindness and moral compass, are fading under the relentless onslaught of terrorism, devastating aerial bombings and streams of helpless refugees.

Those refugees and other economic victims of Syria's wars are threatening to unravel history's finest experiment in weaving bonds of friendship around the ideals of human rights and democratic freedoms to replace centuries of wars.

That great "Never again!" experiment after World War II embodied by the now 28-nation European Union is shaking at the foundations. It is under onslaught from refugees, migrants and terrorists spawned by social collapse and chaos emanating partly from violent Islamic fundamentalism, of which Syria is currently the focal point.

Severe erosion is occurring in the values of Enlightenment propagated from Europe, including universal respect for human rights and the rights of women and children, so painstakingly spread around the world over the past half century. This is partly because the US-led liberal Western democracies seem bewildered by assaults from forces of disorder, including Sunni jihadists, Iran's theocrats and militarily resurgent Russia and China.

NATO, the 28-nation defense arm of those democracies, can destroy enemies many ➤➤

» times over and its members' wealth exceeds all other countries put together. But neither military power nor money has so far been able to slow the erosion.

The US has led military coalitions, including NATO, to fight the forces of disorder for more than a decade in Afghanistan and the Middle East. Yet, the enemies it set out to destroy have grown more powerful. Instead of being fearful, they have spread out of area through affiliates all the way from the Asia-Pacific to West Africa.

In the past, wars brought clarity after bouts of sometimes horrendous suffering. Not anymore. None of the modern world's great powers and finest think tanks know how to deal with all of this.

People of good will, compassion and common sense are collectively at wits end. Hatred, violence, bigotry, intolerance and fear of the other are taking many of us back to instinctive visceral reactions.

Does the above sound like pessimistic overstatement? Take a closer look. You might conclude that those who still believe Syria is a local calamity not metastasizing around the world are nostalgic for the hubris of bygone superiority or place faith in muddling through and wishful thinking.

This analysis draws attention to the lethal dangers for peace and stability in the modern family of nations, including security in Asia, if the current key players – Saudi Arabia, Iran, the US, Russia and Turkey – continue their short-sighted beggar-thy-neighbor policies to fight proxy wars inside Syria.

Lethal dangers

The outlook is pessimistic especially if the US and Russia continue to use Syria as a chess board to gain influence in the Middle East and thereby around the world. Dangers can but grow if the US and its World War II allies cannot find peaceful paths to handle Russia's military resurgence. Geopolitical space must also be found to accommodate China's super power ambitions, Iran's self-absorption in

West Asia and the Mideast, Turkey's prideful jingoism and India's prickly nationalism.

Each of these challenges reduces some of the military and diplomatic influence the US-led democracies have enjoyed without significant challenge since the Soviet Union's 1991 demise and subsequent expansion of NATO and the EU.

There is no need to appease aggressive behavior by Russia, China, Turkey, Saudi Arabia or Iran but more energy should be spent on preventing escalation of military rivalries rather than apportioning blame for this or that.

Challenges escalated after Russia's successful war with Georgia in 2008 after which the self-proclaimed republics of South Ossetia and Abkhazia declared independence. Russia annexed strategically vital Crimea in March 2014 and continues to support fighters in east Ukraine rebelling against the Kiev government. It entered Syria on 30 September 2015 and has successfully turned the war's tide in Assad's favor.

At the time of this writing, Assad's forces, including fighters from Iran, Iraq and Lebanon's Hezbollah, were surrounding Aleppo, the ancient Syrian commercial metropolis which has mostly been in the hands of Saudi-backed rebels for over three years. Assad's forces were also advancing to cut off vital supply routes for Raqqa, the Islamic State's (ISIS) capital in Syria. The successes were being attributed to effective Russian airstrikes assisting Assad's forces.

Along Syria's northern border with Turkey, the so-called Syrian moderate (Sunni Arab) rebels -- long supported by the US in spite of some being jihadists affiliated with al-Qaeda -- were fighting Syrian Kurds, another group that has thrived with US help. The Syrian Kurds seemed to be winning and Turkey was calling for a US-led ground invasion because it dreads establishment of an autonomous Syrian Kurdish region along its southern border.

The US, Saudi Arabia and Turkey might have to admit defeat of their efforts in Syria so far if the already fragmented Syrian moderate

Syria's
wars are
altering power
balances in
Asia

(Sunni Arab) rebels disintegrate because they would no longer have any coherent Sunni Arab force inside Syria to support. Turkey's cross border missile strikes into Syria to defeat the Syrian Kurds already constitute muscular action against the protégés of the US, its NATO ally. The prospect of such open disagreement between NATO allies has the Russians rubbing their hands with glee.

Such speedy gains aided by Russia contrast with more than four years of unsuccessful fighting by rebels, including the Free Syrian Army, equipped, trained and funded by the US and its allies. Reports from Syria said Iraqi militias that once fought on behalf of the U.S.-backed government in Iraq are now fighting against American-backed rebels in Syria, including forces armed by the CIA.

Emboldened by America's flailing in Iraq and Syria, China is openly challenging American naval influence near its shores and is undermining the US as a Pacific Ocean power. The rivalry intensified in 2014-2015 when China claimed unusual security zones for its aircraft and warships in the North and South China Seas, raising apprehensions of clashes with Japanese or American naval or air forces.

Even Saudi Arabia, a staunch US ally, is challenging the US-led security order in the Middle East to exploit the mess after the 2003 US invasion of Iraq. In 2015, the Saudi's brashly disregarded Washington to begin intensive air attacks in Yemen in an unsuccessful attempt to defeat Shia-affiliated Houthi rebels who earlier overthrew a pro-Riyadh Sunni regime in Sana'a. Over 6,000 people including 2,800 civilians have been killed so far, mostly by Saudi air attacks.

Riyadh's trust in Washington tumbled further after Obama struck a nuclear deal with Saudi Arabia's arch-enemy Iran and lifted most economic sanctions against Teheran in January 2016.

The most brazen defiance of Washington came in mid-February 2016, when Turkey, a long standing NATO ally and a sharp critic of Assad and Russia's intervention, shel- led Syrian areas near its border held mostly

by Kurds supporting American goals. That prompted German General Harald Kujat, a former chairman of NATO's Military Committee, to tell the Huffington Post that «*the Turkish intervention has the potential to transform the Syrian conflict into a global catastrophe.*»

Because of these and other factors, the US is finding it harder to continue enjoying previous levels of cooperation from allies and has less freedom for its diplomatic and military actions. So a thorough rethink to find new modalities and accommodations is overdue in the Mideast and beyond, including balances of power among US, Russia, China, Turkey, Saudi Arabia, Iran and India.

The US can no longer lead with only the support of its traditional allies. It needs more friends in other geographical spaces if the post-World War II order is to be preserved as the foundation of a modified security order. Its awesome power and wealth no longer evoke sufficient respect and fear to acquire loyal friends in distant places and diverse cultures without being a reliable friend in return.

The huge sacrifices of blood and treasure that the US has made over decades to build alliances and support and protect allies in the Middle East and Europe are bringing fewer dividends in the form of cooperation with strategic and tactical American security and foreign policy goals. The quality and capacities of its competitors, rivals and enemies has also risen, bringing unforeseen challenges.

The choice now is between significantly modifying the existing order in a controlled and consensual manner or surrendering to radical changes forced upon all of us by the cancers spreading from Syria. Importantly, the multiple wars in Syria are changing the security architecture in Asia, including America's military and political influence in it.

Chaos in the Middle East may not start the unravelling of US military and diplomatic influence on a global scale because the region is too small and fragmented. But notable changes in the balances of power in Asia stretching from Russia through Iran, China, ➤

Syria's wars are altering power balances in Asia

- » Japan and India could literally end the preponderance America has enjoyed since World War II. The Syrian implosion has the potential to trigger those changes.

Washington's post-World War II influence in the Middle East, West Asia and South Asia was based upon its ability to protect allies and prevent or defeat potential threats to its partners. Its prolonged floundering in Syria, Iraq and Afghanistan despite huge sacrifices of American lives and treasure is forcing its friends and partners to think again about the efficacy of US power. They are moving towards standing on their own feet with less US support.

Such moves are gathering impetus not because Washington is weak but because it looks more like a fair weather friend than one with the political will to stand firmly behind a partner in need. The chief culprit is the sharp partisanship of domestic American politics and the ups and downs it causes in foreign policy commitments. Almost all the countries of South and South East Asia are hedging their bets by turning towards China and Russia even as they seek American military presence in their regions to deter China's hegemonic ambitions.

The rest of this decade will be vital for shaping Asia's security balances. The choice for the region's countries is between kowtowing discreetly to Chinese pressures because of military and economic weakness or standing a little taller under an informal umbrella of American friendship. The pivotal factor will be the reliability of Washington's friendship.

The key question to be clarified in coming years is the extent of obeisance the US Congress will demand from Asian governments in return for that reliability. That could depend on whether Congressmen will respond more to domestic partisanship and short-term populism than to longer term US strategic interests in Asia.

At the core lie cultural differences between the US and most Asian nations. American democracy demands quick gratification of the moods of voter lobbies whereas most

Asian governments are less democratic and can adopt longer-term outlooks.

Quandaries of India, Europe and Turkey

The other face of seeking greater self-reliance is less compliance with Washington's demands, especially those stemming from its rivalries with Russia and China. In particular, India, already a significant military power, is starting to wonder whether it chose the right side when it broke with decades of history to weaken proximity to Russia and lean towards Washington, Britain and France for military relationships.

India's self-reliant Prime Minister Narendra Modi is moving the nation in a more resolute manner to greatly increase military strength and readiness in all key areas, including land, air, naval and cyber warfare. His views on India's role in South Asia and the Indian Ocean are not militaristic but are sufficiently nationalist to prompt a thorough review of balance of power with China and its informal ally Pakistan. Relations with Russia could also play a more prominent role if failures or difficulties in Syria and Iraq cause US politicians to give less importance to the Pentagon's role in being a friend in need for America's partners, including India.

More ominously, distance is emerging between Washington and its European allies, which could set in motion a longer term erosion of the entire international security order established in the aftermath of World War II.

The rising current tensions between Washington and Moscow are starting to place strains on its key European allies – Germany, Britain, France and Italy. They would prefer less sabre rattling and more economic and diplomatic bridges to Russia's Vladimir Putin despite his anti-democratic authoritarianism and militarist ambitions.

They are loath to follow the US into a new Cold War with Russia over Syria, Ukraine or anywhere else for the moment. They are also loath to help weaken Russia through economic sanctions especially when its people

Syria's
wars are
altering power
balances in
Asia

are already hurting gravely because of sharp drops in prices for its major exports – oil, gas and commodities.

An enfeebled Russia may not be able to stop Washington from gaining the upper hand in global influence but Europeans will find it worrisome to live next to an extremely well-armed but politically weakened and therefore unpredictable neighbor.

The key European powers are also apprehensive about following the US towards more tensions with China, despite President Xi Jinping's troubling military and economic ambitions. France, Britain, Germany and Italy are scrambling for more exports to and investments from China.

Their relationships with Iran are as jingoistic as those of America's influential right wing in Congress. But they are also scrambling for early advantages from more exports and business with Iran ahead of US companies. New opportunities have opened because Teheran was freed from harsh UN sanctions in January 2016 in return for substantially dismantling (or faking dismantlement of) its nuclear infrastructures.

The upshot is that President Barack Obama and his successor may no longer be able to rely on the compliance of Europe's major powers with US interests in the rivalry with Russia and China. He may also get less European support for repressing a non-nuclear Iran to boost the influence of undemocratic Saudi Arabia and Sunni Arabs in the Middle East.

The primary reasons for the loosening of the US-Europe relationship do not lie with the mess in Syria and the Middle East. They emerge from American reverses in the Middle East and Afghanistan, which have opened opportunities for Russia in Syria and Ukraine and for China in the South China Sea.

Russia exploited those opportunities by entering Syria and annexing Crimea, while China significantly raised its military profile in the South China Sea including the artificial expansion of small islands to build air strips for warplanes and harbors for warships.

Russia's aggressive actions in Ukraine and Syria have alarmed all Europeans and America's Sunni allies in the Middle East. The Europeans have failed to intimidate Russia in Ukraine while the US is alone on the front-lines in Syria with minor help from France and Britain. Its warplanes and special operations commandos are trying without much success to contain the fall out of Russian and Iranian interference in Syria, Iraq and elsewhere in the region. Washington is also struggling to keep its nervous Saudi and Gulf allies in line as they sink further into the quicksand of military intervention in Yemen.

Turkey is anxiously watching the rise of Kurds armed and trained by the US in Iraq and Syria. It has been fighting against separatist Kurds in Turkey for more than 30 years. As a NATO ally in the front line of the Syrian conflagrations, Turkey's responses are especially relevant. It has already shot down a Russian warplane in an area inhabited by Turkmen near the border with Syria partly because it was using some of those Turkmen to harass Assad's army and militia.

Another serious event might cause a major clash with Russian forces in Syria. That could drag all of NATO into the crisis because of treaty commitment to protect Turkey. NATO's chapter 5 requires collective defense to protect any member against aggression but Turkey was an early entrant to NATO because of borders with the Soviet Union. It remains to be seen whether NATO's European members would agree to go to war with Russia if Turkey's impulsive Prime Minister Tayyip Erdogan miscalculates his very tense relationship with Russia in Syria.

Washington is trying to keep Erdogan in check at a time when the EU desperately needs help from him as a defense against migrants. Germany's Angela Merkel has already held several meetings with him to offer funds and other concessions to persuade him to stop or slow down the torrent of refugees leaving Turkey for safety and better lives in Europe, especially Germany.

China's aggressiveness in the South China Sea has caused concern all the way from Eu- ➤

Syria's wars are altering power balances in Asia

» rope to Japan, South Korea, South East Asia and India. But only the US navy is in the front-line and has already buzzed Chinese installations causing protests and warnings from Beijing but no change of behavior. An accident or unintended violent clash between the US and Chinese navies is a constant worry.

Europeans are in quandary because they do not want to be caught in the undertow of Washington's growing coldness towards Russia and China as those countries exploit new opportunities arising from American troubles in Syria and elsewhere. So far, the key Europeans seem to be leaning towards shaping their own bilateral relationships with Moscow and Beijing without succumbing to pressure from Washington to follow its leadership.

A central reason for Washington's coldness is Putin's adventurism in Syria that might place strategically important Damascus beyond the reach of American influence for a long time. The major European powers have no difference of opinion with the US on this issue but they have been reluctant followers. For instance, France began bombing targets in Syria only after the horrifying terror attacks by ISIS affiliates in Paris in November 2015.

The malignancy spreading from Syria is not limited to issues of security and competition between democracy, authoritarian governance or dictatorship. The most perilous mutation is the spread of barbaric nihilism that is capturing the hearts and minds of large numbers of disenfranchised and desperate Sunni Muslims spread across the world.

Disorder and complete disregard for rule of law as conceived after World War II are the driving forces of this nihilism among Islamic jihadists. Like cancer, this type of sustained disorder destroys its own host. Social cohesion and individual freedoms within communities are lost to totalitarian negativism.

Syria's cancerous seeds

The downhill slide to destruction from within of human freedoms can start anywhere and spread if unchecked at the start. Dealing with

it requires compassion for people's suffering without any underlying hubristic agenda of infighting among rival powers seeking influence in the region and around the world.

The American Cancer Society notes: "*Cancer can start at any place in the body. It starts when cells grow out of control and crowd out normal cells. It is not just one disease. Cancer cells can spread to other parts of the body.*"

"Some cancers grow and spread fast. Others grow more slowly. They also respond to treatment in different ways."

Such words seem to describe Syria as it stands today. Many cancerous seeds are being sown in Syria. The challenge is to sow fewer malignant ones with bitter fruit. At this time, the wishful thinking seems to be that somehow the fruit will not be as bitter as some predict because cessation of hostilities, ceasefire and a new inclusive government in Syria will sprout despite the current pitiless hatreds and cold-eyed proxy wars.

That might be possible and it is the assumption underlying the United Nations-sponsored Geneva negotiations to push Syria's many warring parties towards compromise. But it cannot happen if the US, Russia, Saudi Arabia, Iran, Syria and Turkey stick to their particular brands of hubris instead of common sense and compassion for human suffering.

Several experts have warned that Syria could turn the US-Russia relationship into a new Cold War by whatever name. In February 2016, Russian Prime Minister Dmitry Medvedev went further when he told the Munich Security Conference, "*NATO's policy with regard to Russia has remained unfriendly and opaque. One could go as far as to say that we have slid back to a new Cold War. Almost on an everyday basis we are called one of the most terrible threats either to NATO as a whole or to Europe, or to the United States.*"

Earlier, he warned that sending foreign troops into Syria could unleash yet another permanent war. Reuters, the news agency, mistakenly took his diplomatically phrased

Syria's
wars are
altering power
balances in
Asia

words translated from Russian and German to mean that intervention by Saudi or US troops on the ground in Syria could trigger a third world war. But the misreading by a reporter writing in plain English for ordinary readers was forgivable.

Medvedev spoke to German media on the eve of the International Syria Support Group (ISSG) meeting in Munich, where US Secretary of State John Kerry reported a «nationwide cessation of hostilities» to permit immediate aid in Syria and hopefully open paths to a wider truce and eventual political settlement.

Top diplomats from more than a dozen countries, including the United States and Russia, struck the deal but it was unclear how effective it might be because of the chaos in Syria. Some of the numerous warring factions that would be part of the ceasefire and are opposed to President Bashar al Assad may cease to exist before its application because of severe attacks by Russian warplanes.

Meanwhile, the worst terrorist groups, including Islamic State (ISIS) and Nusra Front (linked to al Qaeda), are specifically excluded. In any case, there is no agreement on which anti-Assad rebels deserve a seat at the negotiating table because they are not terrorists and which rebels are terrorists who must be kept out. Assad brands all violent opponents as terrorists.

(The ISSG comprises the Arab League, China, Egypt, the EU, France, Germany, Iran, Iraq, Italy, Jordan, Lebanon, the Organization of Islamic Cooperation, Oman, Qatar, Russia, Saudi Arabia, Turkey, United Arab Emirates, the United Kingdom, the United Nations, and the United States.)

Medvedev was blunt. *“The Americans and our Arab partners must think well: do they want a permanent war? Do they think they can really quickly win it? It is impossible, especially in the Arab world. Everyone is fighting against everyone there.”*

The only solution was that *“all sides must be compelled to sit at the negotiating table, instead of unleashing yet another war on Earth”*

“Any kinds of land operations, as a rule, lead to a permanent war. Look at what’s happened in Afghanistan and a number of other countries. I am not even going to bring up poor Libya,” he added.

Medvedev’s warnings were self-serving since Russia and the US are at opposite ends. But they cannot be ignored since Russian warplanes and missiles are already inside Syrian territory and are significantly tilting the military balance in favor of Assad.

Any serious attempt to defeat the Russian presence in Syria does indeed have the potential of unleashing wider war. It would also destabilize power relationships in Asia among China, India, Iran and the Gulf Arabs because pressure will grow on all those countries to lean towards either the Russia, Iran, Assad and Hezbollah axis or the US and its Arab and European allies.

That could unravel the post-World War II security order led so far by the US and its key European allies Britain, France and Germany.

Much of that world order is already being gravely undermined by the rise of well-armed and disciplined Islamic terrorists and jihadists linked to al Qaeda and ISIS all across East to West Africa; almost the entire Middle East, including Iraq, Syria, Yemen, Bahrain and Saudi Arabia; most of South Asia, including Afghanistan, Pakistan, India, Bangladesh and Myanmar; and western China.

Jihadists are also threatening hard won civil liberties and religious tolerance in European democracies. And the flood of refugees and economic migrants hammering at Europe’s doors are seriously jeopardizing the stability and political cohesion of the EU, which was painfully won over centuries of fratricidal wars culminating in the unprecedented tragedies of World War II.

Russia’s war in Syria

Russia flung a brick into a hornet’s nest when it entered Syria alongside Assad, Iran and Lebanon’s Hezbollah. It immediately upset ➤➤

Syria’s wars are altering power balances in Asia

- » Turkey, Saudi Arabia and the US, forcing them to review their previous attitudes of muddling through in Syria.

Obama's view is that Assad is the problem not the solution. So Russian warplanes should not attack US backed militias rebelling against Assad. Instead, they should join a US-led coalition to destroy ISIS, Nusra Front and other affiliates.

Putin claimed he went in to destroy ISIS and Nusra Front terrorists but his first goal was to stabilize Assad's power by helping him to destroy all violent opponents, including those armed and trained by US-led allies. After that, he would use Assad's army to destroy ISIS and other jihadists with or without coalition with the US and its allies.

Analysts and historians will dissect the Russian intervention in due course but a prime motivation seems to be to bluntly tell Washington that it cannot overthrow regimes on humanitarian grounds, as with Iraq's Saddam Hussein and Libya's Muammar Gaddafi. Putin is convinced that the US and its European allies were behind the 2014 removal of the pro-Russian President of Ukraine Viktor Yanukovich, who was forced to flee to Russia.

The situation in Syria at the time of this writing was more confused than ever. After five years of continuous internal conflicts among numerous warring factions, about 330,000 people are thought to have died (some put the number at 500,000) and five million languish in refugee camps while about eight million are internally displaced out of a population of 23 million.

Thousands are said to have been killed by Russian airstrikes (there were no clear figures) and hundreds of thousands are fleeing the country. But most are blocked at the borders of Turkey, Jordan and Lebanon, all of which were closed or letting in small trickles of people.

The United Nations Human Rights office says the human tragedy is unprecedented and the UN Refugees agency says the condition of refugees in camps is worsening daily.

UNICEF, the children's agency reports that about 3 million Syrian children cannot go to school.

Meanwhile, the rhetoric of war and hatred is reaching crescendo. The central antagonism is between Saudi Arabia and Iran. In February 2015, Iranian Foreign Minister Javad Zarif told CNN: *«Unfortunately, the Saudis have had the illusion that, backed by their Western ally, they could push Iran out of the equation in the region. And they were successful for some time.»* He pointedly noted that 15 of the 19 hijackers on September 11, 2001 were Saudi citizens.

Saudi foreign minister Adel al-Jubeir was dismissive. *«It is Iran that has mobilized sectarian militias from Iraq, Afghanistan, Pakistan to support this dictator (Assad), not Saudi Arabia.»*

«Bashar al-Assad will leave — have no doubt about it. He will either leave by a political process or he will be removed by force,» Jubeir insisted but he did not explain how that force would be mobilized.

Jubeir and Turkish officials said both countries would be willing to send ground troops into Syria but only as part of a US-led coalition. This is very unlikely for the moment.

Turkey and Saudi Arabia have ratcheted up the rhetoric because they fear the West is losing its appetite to overthrow Assad on the assumption that he is *«the lesser of two evils»* compared to ISIS and other jihadists.

Relations have warmed between the two countries after Turkey swallowed its anger at the 2013 Saudi role in ousting Egyptian president Mohamed Morsi, a close ally of Ankara. The Saudis will now station fighter aircraft at the Turkish base of Incirlik, which is a key hub for US, French and British air raids into Syria.

Almost every major country interfering in Syria is at cross purposes with others. For instance, the US wants to destroy such jihadists as ISIS and al Qaeda affiliates that might conduct terror strikes in the homeland and in friendly countries. Ousting Assad seems to be a secondary objective.

Russia want to prop up Assad and retain a friendly regime in Damascus to secure long-term naval and air bases that tilt the military balance in its favor against the US and NATO in the Mediterranean, Middle East, and West and South Asia.

Iran's theocrats want hegemony in West Asia and make territorial gains through friends and allies to strengthen the Shia version of Islam against centuries-old pressures from Sunni Islam, which is now led by arch-conservative Salafi and Wahhabi doctrines emerged from Saudi Arabia. Those doctrines also motivate ISIS, al Qaeda and other violent jihadists.

The Saudis want leadership over all Sunni Muslims because Mecca and Medina are the birth places of Islam. This is ambitious because the Saudi population of 29 million is a tiny fraction of the 1.6 billion Sunnis worldwide, including an Arab population of about 368 million. An additional 20% of Muslims are Shia.

The Salafi school of thought is said to have started in the mid to late 19th Century as an intellectual pursuit at Egypt's al-Azar university. It sunk strong roots only in Saudi Arabia and there may be 22 million Salafi Sunnis living mostly in Saudi Arabia, the Gulf and Egypt. At about 850 million, Muslims in Pakistan, India, Indonesia, Bangladesh, Nigeria and Turkey outnumber Arabs by far.

Turkey's motives are complex. The Turkish Ottoman empire was the hegemon of all Muslims for centuries. Now Erdogan would prefer to prevent Saudi spiritual hegemony over all Sunnis since most Sunnis are not Arabs and he is unmoved by Saudi Salafism. He also wants to prevent any rebellion within Turkey by Kurds who might be inspired by autonomous Kurdish territories in Iraq across the Turkish border and the ongoing bid by Syrian Kurds for autonomy. He is particularly wary since Washington is enamored of Kurds as effective fighting forces against ISIS in Iraq and Syria. He is hostile to Russia since it is discreetly wooing Syrian Kurds to support Assad's fight against his opponents, including those favored by the US and ISIS.

France and Britain are cautious participants alongside the US in Iraq and Syria. They want to punish and prevent attacks on their homelands perpetrated by ISIS and al Qaeda supporters but they still avoid dipping more than a toe in the Mideast quagmire.

China and India

Any weakening of the US-led security order in the Middle East and Asia provides opportunities for China but is not on India's wish list.

National diplomacy is the main instrument that countries use to take advantage of weaknesses of opponents and enemies to secure small gains opportunistically. Then, diplomats work relentlessly to incrementally increase the initial gains to obtain significant advantages or place hurdles in the path of opponents.

China is actively seeking to push back American influence in the Far East, South East Asia and South Asia. In contrast, India would like to keep the US deeply engaged in the region without compromising its foreign policy independence and security imperatives.

Modi wants much closer ties with the US in all spheres, including economic affairs, defense and regional security. But he and his political supporters are prickly so they cannot appear to be compliant with American strategic needs. He must appear to be an equal partner even if India is a much weaker country. However, he has no need to place obstacles in the paths of US policies in the region or towards China.

For its part, China is a rival of the US. It has no compunctions about sticking fingers in the eye of Washington and the Pentagon if it can get away with it. Modi is trying to woo China for trade and economic gains but a consensus is emerging in Delhi that China is a potential enemy rather than a well-wisher. India has several unresolved disputes over its long borders with China and both militaries are eyeball to eyeball in several places, including desolate frozen heights of the inhospitable Himalaya mountains.

Syria's wars are altering power balances in Asia



- » Delhi hopes that Washington will help India to become a military co-equal of China so that Beijing is deterred by India's conventional military and economic strength rather than only by its nuclear weapons. It also hopes that Washington will lean towards India in its confrontations with arch enemy Pakistan, which is an overt though informal military ally of China.

India's connections with Syria and the Arab Middle East as well as Iran are nearly 2000 years old and North Indian culture, comprising some 800 million people, is heavily intermingled with Arab and Persian influences. Therefore, Indians are emotionally affected by the immense suffering and awful wars in the Middle East. Their homeland is also threatened directly by Islamic jihadism and both al Qaeda and ISIS have been linked to terrorist attacks that killed hundreds in India during the past decade. Some of them are alleged to have been sponsored by Pakistan's intelligence services influenced by Wahhabi preachers from Saudi Arabia.

Consequently, American inability to deal with the Mideast quagmire or its diplomatic defeat

at the hands of Putin in Syria will force Delhi to lean less towards Washington and seek accommodations with Russia and China, since both are its near abroad.

As a democracy and a struggling economy that tends towards the English language, elite Indians and large businesses have a spontaneous preference for the universal values propagated by the US, EU and UN. Those values are also closer to Veda-based spirituality that permeates modern Hinduism.

As such, whichever regime rules in Delhi would prefer to retain and strengthen the world security order put in place after World War II. But the balance of power Delhi must maintain is with China and in the South Asian region. It will have to strike new balances if the US fails to prevent severe erosion of the existing order triggered by the malignancies seeping out of Syria.

More importantly, it will have to revise relations with Washington if hubris among American politicians blocks peaceful changes to accommodate Russia and China or speeds the spiral towards a new Cold War. ■

Syria's
wars are
altering power
balances in
Asia

La santé en Chine, un secteur en pleine expansion

L'AUTEUR

Dr Vivien Fortat | Docteur en économie, responsable Business Development & Etudes pour Montsalvy Consulting.

La santé
en Chine,
un secteur
en pleine
expansion

33

Les récentes difficultés environnementales dans les grandes villes chinoises l'ont rappelé, la santé est devenue une préoccupation majeure en Chine. La population, notamment dans les grands centres urbains, avec le bond en avant de ses revenus (PIB/habitant multiplié par 10 en 20 ans), s'intéresse désormais à l'aspect non matériel de l'amélioration de ses conditions de vie, et en particulier à la santé.

Il serait cependant faux de dire que le gouvernement chinois réagit plus qu'il n'agit sur ce sujet. En effet, la santé constitue l'un des grands dossiers du gouvernement actuel pour des raisons économiques et sociales. Une personne en mauvaise santé coûte cher à son employeur (absence au travail, moindre productivité, ce qui engendre d'autres externalités négatives). Par ailleurs, l'impact sur la croissance économique est significatif car la couverture santé limitée en Chine incite la

population à se constituer une forte épargne de précaution afin de pouvoir faire face à un éventuel problème de santé nécessitant des frais importants. Le taux d'épargne est élevé (50 % en 2014 selon la Banque mondiale, quand il est de 20 % en moyenne en France), ce qui contribue à freiner la consommation intérieure. Dans un contexte où les exportations ralentissent, les décideurs chinois voient donc dans l'accélération de la consommation intérieure un moyen de poursuivre leurs objectifs de croissance du PIB (7%/an).

Mais le secteur de la santé en Chine est également tiré par une demande que l'on peut qualifier « de nécessité ». L'apparition de nouvelles maladies en Chine, liées notamment aux brutaux changements de mode de vie (diabète, obésité ou encore cancers liés aux problèmes environnementaux) combinées au vieillissement de la population font apparaître de nouveaux besoins (traitements, >>

- » augmentation du nombre de professionnels de la santé, infrastructures de santé).

Par ailleurs, le système de santé en Chine est actuellement en surrégime, et cette situation est encore aggravée par un problème de répartition des patients. A l'heure actuelle on compte deux médecins et deux infirmiers pour 1000 habitants¹. Les grands hôpitaux sont saturés (jusqu'à 10 heures d'attente pour obtenir un rendez-vous) car les malades préfèrent s'orienter vers les établissements les plus réputés au détriment d'établissements plus petits.

Face à l'important défi de l'amélioration de son secteur de la santé, la Chine est peut-être en train de faire de ses points faibles un atout. L'immensité du territoire et la taille de la population rendent compliquée ou tout du moins coûteuse la dissémination d'infrastructures et de spécialistes de haut niveau. La e-médecine (ou médecine « à distance ») et la vente en ligne de médicaments reçoivent donc une attention toute particulière en Chine, d'autant plus que la population y est très connectée².

L'e-médecine, dont le Boston Consulting Group estime le volume de marché en Chine à 110 milliards d'USD/an en 2020, permet par exemple d'effectuer un diagnostic à distance afin d'orienter un patient vers les soins les plus adaptés. Avec le développement des objets connectés (thermomètre, appareil pour des tests sanguins basiques, tensiomètres...), les informations peuvent être communiquées directement au médecin sans déplacement dans un centre médical. De plus, les communications entre les établissements et les patients pour des tâches peu compliquées (prise de rendez-vous, renouvellement d'ordonnance) pourront ainsi être automatisées et décongestionner les infrastructures de santé. Placés face à un marché gigantesque, dans un environnement complexe mais favorable, les primo-entrants sur ce secteur vont capitaliser une grande expérience, voire définiront cer-

taines tendances au niveau mondial. Forts de cette analyse, de grands groupes chinois tels qu'Alibaba (plate-forme de diagnostic et ordonnance automatisés), Baidu (service de prise de rendez-vous en ligne) ou Tencent (prise de rendez-vous, paiements et applications en ligne) se sont lancés sur le marché. Les géants du web chinois (Alibaba en tête) ont déjà investi le segment de la vente en ligne de médicaments, qui rencontre peu de réserves de la part des consommateurs. Les délais d'approvisionnements sont rapides, le contrôle qualité censé être effectué par les sites qui décident d'accorder des labels de qualité aux vendeurs (comme pour les autres biens), et le fait d'avoir accès à des revendeurs basés dans toute la Chine augmente la disponibilité de certains médicaments.

D'autres segments tels que les aliments et médicaments naturels, auxquels les consommateurs chinois sont très réceptifs de par l'habitude du recours à la médecine traditionnelle, sont également amenés à se développer.

Alliant une demande très forte, une implication tant du gouvernement que de grands acteurs privés et le gigantisme du pays, le marché chinois de la santé va connaître un boom dans les années à venir. La France, aussi bien à travers ses entreprises liées au secteur (géants pharmaceutiques, équipementiers médicaux, start up innovantes dans les TIC) qu'à travers sa puissance publique (expérience de la gestion d'un système de santé reconnu pour son efficacité, établissements publics formant des professionnels de la santé³ dont la qualité est elle aussi reconnue), a les atouts pour accompagner la Chine dans cette mutation. Pour cela, les acteurs français devront toutefois être en mesure de gérer les spécificités de l'environnement complexe des affaires en Chine. ■

1. Contre respectivement 3,2/1000 hab et 9 en France.

2. En 2014, 40 % des Chinois utilisaient un smartphone au moins trois heures par jour (Boston Consulting Group).

3. Dont Chen Zhu, ex-ministre de la santé en Chine.

Circular economy : A new economic model for China and the World

Entretien réalisé par **Erwan Berger**

INTERVIEW WITH

Dr Zhu Dajian | Professor of the School of Economics & Management, Director of the Institute of Sustainable Development and Governance, at Tongji University in Shanghai.

Circular economy :
A new economic
model for China
and the World

35

Doctor Zhu has honored us in sharing his knowledge and experience about Circular Economy. Indeed, he is telling us what circular economy is, how he has encouraged it and how China has been promoting it for several years. Then, he is also highlighting some initiatives in China and Asia.

Erwan Berger : In the literature, you are often mentioned to be one of the pioneer of circular economy in China. Would you mind giving us a definition of circular economy and sharing with us the key dates of circular economy in China?

Dr Zhu Dajian : In order to provide the lecturers with an explanation of circular eco-

nomy, we can use the diagram of the Ellen MacArthur Foundation (EMF) as a good start.

Today's linear "take, make, dispose" economic model relies on large quantities of cheap, easily accessible materials and energy, and is a model that is reaching its physical limits. A circular economy is an attractive and viable alternative that businesses have already started exploring today. A circular economy seeks to rebuild capital, whether this is financial, manufactured, human, social or natural. This ensures enhanced flows of goods and services. The system

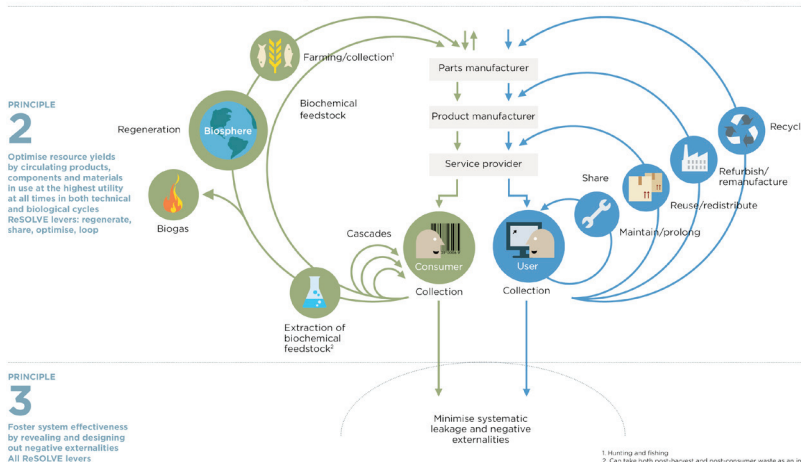
diagram illustrates the continuous flow of technical and biological materials through the "value circle".



OUTLINE OF A CIRCULAR ECONOMY

PRINCIPLE 1

Preserve and enhance natural capital by controlling finite stocks and balancing renewable resource flows
ReSOLVE levers: regenerate, virtualise, exchange



• 2006 – Now: China has been facing increasingly serious resource challenges and environmental threats, so circular economy was soon being presented as an alternative development model by China's Nation Development and Reform Commission (NRDC). This is the real start of circular economy movement in China, which is integrated as a central topic in the five year plan of economic-social development.

EB : Why, what and how can a circular economy be achieved for China?

► From my viewpoint, I prefer to understand circular economy in detail from three key-points of material flows: in input end, circular economy uses less finite resources and more renewable resources; in throughput, multi-cycles of materials should be applied to raise resource productivity; and in output end, circular economy aims to avoid waste generation with smart design instead of treating them with landfill and burning. The above explanations of circular economy seems new to most of people as they often regard circular economy narrowly as the recycling of wastes.

DZ : First, let us try to explain why China needs to consider circular economy. You know, since 1978 which was the start of China's new period of Reform and Opening, every seven to ten years, the Chinese economy doubles, and in the meantime, the need for resources increases proportionally. Thus, China development needs to decouple economic growth from environmental impact, in the beginning only in the sense of relative decoupling of course and nowadays more and more towards absolute decoupling. That is why China has started to look for achieving circular economy in China.

➡ Here after are two graphs for us to look at the trends of China's economic growth and energy consumption, the second being from www.mdpi.com/journal/sustainability.

Then, let us define what we are really meaning by circular economy. In fact there are

China GDP annuel growth rate



I like circular economy as I think that by circular economy China has a great opportunity of leapfrogging and decoupling economic growth from resource consumption and waste generation. The genesis of Circular Economy in China comes from economic researches. We can differentiate 3 periods about circular economy in China:

- 1998 – 2002: Circular economy as a new economic model was studied from academic field, with win-win objectives of economy and environment from the perspective of sustainable development.
- 2002 – 2005: The Environment Ministry comes to find that circular economy can support the initiative of eco-industry parks so that circular economy becomes one of national environmental protection policies.

two kinds of understanding about that. Traditionally, circular economy is often seen as waste treatment based on Reduce, Reuse, Recycle" or 3Rs principle. However, 3Rs is environment efficiency oriented but does not provide an economic perspective whereas circular economy does. Indeed, circular economy is eco-effectiveness oriented with a win-win perspective between economy and environment. It can be understood in 3 ways:

- Circular economy is of economic significance, which means to save cost and create value from closing the loop of material rather than to spend money for dealing with environmental issues.

- Circular economy does switch from the traditional 3R concept to the new three multi-circles concept:

- The waste up-cycle of using materials back to the process of economic supply chain, here I mean that these materials should go back into the manufacture of the same type of product rather than traditional waste recycling outside producers.
- The product cycle such as repairing, reusing and remanufacturing or extended product life.
- And finally the service cycle such as the sharing economy and product service system (PSS).

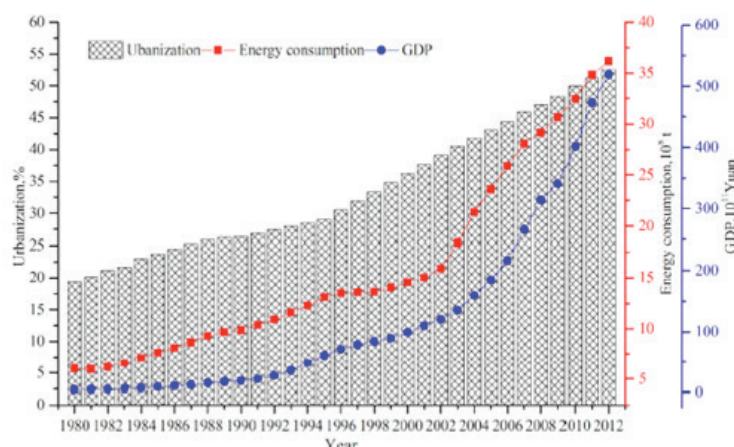
- Circular economy could be implemented in three levels which are the micro level, the meso level and the macro level

- The micro level covers single enterprises particularly in high-resource-consumption and high-discharge industries and waste-recycling enterprises.
- The meso level is represented by eco-industrial parks and symbiosis.
- The macro level involves cities and regions, including some resource-dependent areas in the central and western regions of China, and even large cities with scarce resources like Shanghai and Beijing.

And finally, let us explain how China intends to implement circular economy. China has considered a top down approach with 4 main measures:

- China has integrated circular economy as part of the five years plan central issues since 2006.

The changing trend of urbanization, economic growth and energy consumption in 1980 - 2012



- China released a Circular Economy Promotion Law in 2008 which was enforced in 2009.
- China has launched pilot projects covering the various levels (macro level, meso level, micro level). More than 6 200 projects were conducted in the past 10 years.
- And China has defined indicators in order to assess the resource productivity and decoupling degree of circular economy. China wants to increase the resource productivity by 15% in the five years plan.

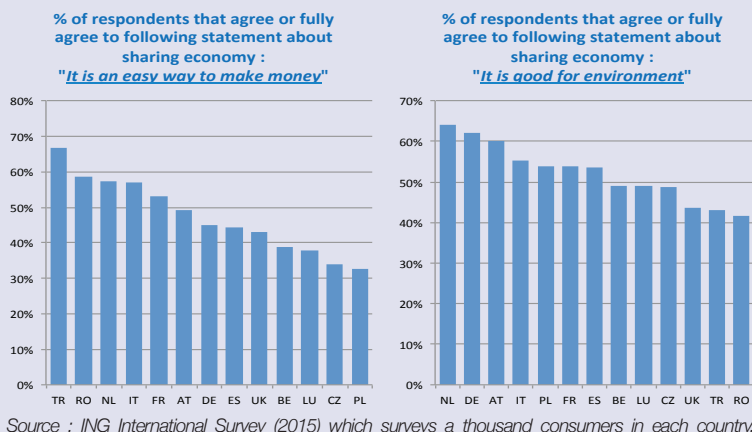
EB : What is the impact of Circular Economy on employment and growth? How can Circular Economy initiatives efficiency be measured?

DZ : In China, the National Development and Reform Commission, working with the State Environmental Protection Administration and National Bureau of Statistics, has published an index system for appraising four aspects of the circular economy:

- Resource productivity or material intensity,
 - The resource productivity or material intensity index refers mainly to GDP produced per unit of resource
- Waste discharge,
 - The discharge of waste index reflects waste generation per capita
- The comprehensive utilization of resources
 - The comprehensive utilization of resources index concerns reclamation and utilization of solid waste, wastewater, urban household garbage

Circular economy :
A new economic model for China and the World

Motivation to take part in the sharing economy



- Waste treatment.
 - The waste treatment index mainly describes the treatment rate of solid waste, wastewater and could reflect the finally reduced discharge (disposal) quantity of waste.

In future years, with other indicators like total amount of resource consumption and total pollution, these indices will be studied, improved and linked more closely with circular economy targets to measure more effectively the degree of decoupling economic growth from resource consumption and pollutant discharge and raising the ecological efficiency of economic growth.

Generally speaking, circular economy is sustainability and eco-effectiveness oriented, and in this sense it is not only of eco-efficiency but also going to support both economic growth and social employment. In China, CACE estimated that value of waste recycling industries was at the level of 293 billion USD and 20 Million Jobs was created in 2014, while reducing 1.1 billion tons of solid waste discharges.

↑ Here above is a survey result from ING about sharing economy from which you

could see that it is good enough for both environment and economy.

Anders Wijkman and Kristian Skånberg published a study in 2015 in which they simulated what could be the benefits of circular economy on employment in Sweden. Here under is a recap of this simulation. ↓

EB : China is often mentioned for its emissions of CO₂ (9,019,518 kilo tons & 6.7 metric tons per capita in 2011 – World Bank), but not for its politics towards environment. Thus, could you tell us about the initiatives of China related to circular economy and the “Five Years Plans”? In addition, how would you comment the national contribution of China for COP 21, announced by the Premier of China, Mr Li Keqiang, on June 30th, 2015?

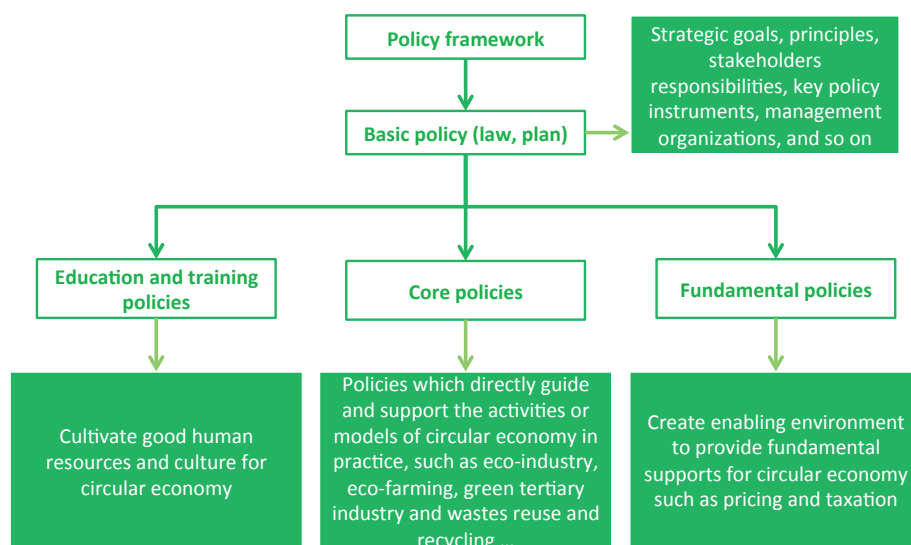
DZ : In my opinion, Circular economy mainly refers to the material cycle and how closing the material loop, whereas the CO₂ emissions and, so COP21, refer to the energy transition and the low carbon renewable energy. Thus it is important to distinguish them which are both parts of the green economy.

Five-Year Plans (FYP) are social and economic development blueprints that were introduced and adopted in China in 1953. This system is a key component of China's traditionally centrally-planned society and has been instrumental to much of the economic and political success the country enjoys today. Nowadays this is getting more and more like a sustainable development plan and will cover and create a set of targets and guidelines spanning a range of social, economic, and environmental issues that set the nation's course and articulate the near-term focus of development. These plans are drafted and implemented by central, provincial, local, and district governments, along with

The benefits of circular economy on employment in Sweden

	Renewable Case	Energy efficiency	Material Efficiency	All Three Combined
Emission Reduction	-50%	Almost -30%	-10%	Almost -70%
Additional Jobs	Over +5000	+20 000	Over +50 000	Over +50 000
Trade Balance Effects	+1% of GDP	+0,3% of GDP	Over +2% of GDP	Over +3%

Policy and law frameworks for circular economy which China needs to follow



industry regulators—each often has their own FYP.

The central FYP is drafted currently by the National Development and Reform Commission (NDRC) and lays out specific economic targets like GDP growth rates and social development goals in areas such as health-care and education. In March 2016, China's National People's Congress will pass the 13th Five Year Plan. Currently, this new FYP Targets are established in consultation with experts from academia, industries, the public and other government ministries. The 13th FYP will guide China towards more innovative, greener and more livable development. Circular economy and low carbon economy will be among key issues of the 13th Five Year Plan (FYP).

EB : Implementing a legal frame is also a lever to support circular economy implementation. According to you, what could be the ideal legal framework? What are the other levers to support Circular Economy?

DZ : I am deeply involved in various level policy consulting activities in China's initiative of circular economy and have completed some important policy research projects funded by Chinese Government, including input to framing of circular economy promoting law.

↑ Here above are the policy and law frameworks we would advise for supporting Circular Economy:

In 2008 The National People Congress of China (NPC) introduced a Circular Economy Promotion Law to promote Circular Economy initiatives with three main focuses:

- One of the law's aims is to decouple economic growth from resource consumption and waste generation. Rather than being a simple environmental management policy, circular economy was introduced as a green economy measure and also as a new development model that could help China leapfrog earlier practice to a more sustainable economic structure.
- Another focus of the law is to shift from a narrow vision of solid waste treatment to the new idea of closed-loop material flows at all the stages that run from exploitation to production, distribution, consumption and treatment of waste. The law addresses the up-cycling of waste, the re-using of products and parts and the idea that we should be selling services instead of products.
- The third aspect of the law has established basic systems to facilitate the development of the circular economy at national, provincial, municipal and county levels, introducing policies and instruments for controlling the total quantities of resource consumption ➤➤

Circular economy :
A new economic model for China and the World

tion and pollutant discharge, extending manufacturers' product responsibilities and improving the examination system based on indices of resource input, recycling and pollutant discharge. Contrary to European policy, the Chinese version of circular economy takes a top-down approach and uses command-control instruments rather than market-based ones.

On page 41 are some of the major policies / laws / regulations related to environment and green development. ➔

EB : Is there any sector (High-Tech, Apparel, Medical industry, automotive, etc) which is more active about Circular Economy? Would you mind providing us with some Circular Economy initiatives in China?

DZ : So far, every Chinese province has some projects of circular economy. As highlighted previously, about 6200 projects were conducted in the last 10 years. Projects were related to 5 or 6 categories such as recycling industry, remanufacturing, eco-industry parks, resource intensive chemical and steel industry, circular economy cities and regions.

Starting from 1998, as a municipal policy advisor of Shanghai, I suggested that circular economy should become one of key issues of Shanghai's megacity-level sustainable development and green transition, and was involved in the whole process of Shanghai's framing and developing its circular economy until now, including drafting a white book of Shanghai circular economy development (2007) and designing priorities of action and policies, which made Shanghai became the early bird and pilot city in China to introduce and put circular economy into city development strategy.

Some initiatives examples in China are listed here after (table, p.42).

Some of the first Eco Industrial Parks and more recent ones are selected here after (table, page 43). The list of the other Eco Industrial Parks can be found on http://kjs.mep.gov.cn/stgysfyq/m/200807/t20080718_125900.htm (table, p.35).

cn/stgysfyq/m/200807/t20080718_125900.htm (table, p.35).

But I must say that currently circular economy is still narrowly pulled by the waste recycle sector in China, so it remains slow in practice in comparison to our wider vision of circular economy. We need to further develop the high-level re-using of products and the product service system. A new group of experimental units has now begun, and China expects to see circular economy practices working nationwide by 2020. By then, more re-manufacturing of auto parts, machinery and product-service systems will be available so as to reshape business models along circular economy lines. Among them, the sharing economy should be the highest impact of circular economy initiative.

EB : How would you describe the development of circular economy and qualify the awareness about circular economy in the other Asian countries such as Japan, South Korea, Singapore, Thailand, Indonesia, Vietnam, Malaysia and Philippines? Would you have some initiatives in mind that you could share with us? What is the contribution of the "3R Forum in Asia" to the circular economy?

DZ : I am not involved in circular economy initiatives of the other APAC countries, but I can, of course, list some developments and initiatives that I am aware of.

➤ South Korea has a tradition called "Pum-a-si", which means "exchange of work" and is often used in the country's rural side to refer to the reciprocal help among neighbors. Some efforts have been made to restore such a tradition in South Korea and somehow the "Sharing City Seoul" is part of them. Indeed, the "Sharing City Seoul" project started in September 2012, under the leadership of mayor Park Won-Soon. He said that Seoul Sharing City is designed «to make better use of existing resources, both in the city and among its citizens, through sharing» and «will promote positive social values and allow institutions to enrich the lives of residents with reduced spending»: «There is a way of consuming without possessing.» ➤

Some of the major policies, laws, regulations related to environment and green development

Name of Policy / Law / Regulation	Issuing authority	Date
Cleaner production promotion law of the PRC	Standing Committee of the National People's Congress	JAN 2003
Revised law of the PRC on the prevention and control of environmental pollution by solid waste	Standing Committee of the National People's Congress	APR 2005
Some opinions of the State Council on accelerating the development of Circular Economy	State Council	JUL 2005
Guiding opinions on promoting the development of Circular Economy	State Environmental Protection Administration	OCT 2005
Administrative measures for the determination of resources comprehensive utilization encouraged by the State	National Development and Reform Commission. Ministry of Finance, State Administration of Taxation	JAN 2006
Administrative measures for the recovery and control of renewable resources	National Development and Reform Commission, Ministry of Commerce, etc	MAY 2007
Administrative measures for the prevention and control of environmental pollution by electronic waste	State Environmental Protection Administration	JAN 2008
Circular Economy promotion law	Standing Committee of National People's Congress	JAN 2009
Guiding opinions on promoting the further development of renewable resource recovery industries	Ministry of Commerce	JUN 2010
Management regulations on recovery and dismantling of scrapped motor vehicles (exposure draft)	Office of Legislative Affairs of the State Council	JUL 2010
Outline of technical policy on comprehensive utilization of resources in China	National Development and Reform Commission, Ministry of Science and Technology, Ministry of Industry and Information Technology, etc	JUL 2010
Regulations on recovery, processing and control of waste electrical and electronic products	State Council	JAN 2011
Catalog of advanced and applicable technologies for comprehensive utilization of renewable resources	Ministry of Industry and Information Technology	SEP 2011
12th Five Year Plan period guiding opinions on Comprehensive resource utilization	National Development and Reform Commission, etc	DEC 2011
Implementing plan on comprehensive utilization of large solid wastes	National Development and Reform Commission, etc	DEC 2011
Waste Recycling Technology "12th Five Year Plan" special plan	Ministry of Science and Technology, National Development and Reform Commission, etc	MAY 2012
Development strategy and immediate action plan of Circular Economy	State Council	FEB 2013
Opinions on accelerating the development of energy saving and environment friendly industry	State Council	AUG 2013
Catalog of advanced and applicable technologies for comprehensive utilization of industrial solid waste (first batch)	Ministry of Industry and Information technology	APR 2013
Catalog of advanced and applicable technologies for comprehensive utilization of renewable resources (second batch)	Ministry of Industry and Information technology	JAN 2014

Circular economy :
A new economic
model for China
and the World

Some initiatives examples in China

Field	Description
Construction and mining equipment, diesel and natural gas engines, industrial gas turbines industry	Caterpillar Remanufacturing Services (Shanghai) Co., Ltd. remanufactures pumps and motors (hydraulic pumps, fuel pumps, oil pumps, water pumps) and engine components (cylinder packs, cylinder heads, and injector nozzles). The company was founded in 2005 and is based in Shanghai. In 2012, Caterpillar Inc. jointly announced with Yuchai Group in Suzhou that their joint venture Yuchai Remanufacturing Industry (Suzhou) Co., Ltd. was open in Suzhou. This is the second remanufacturing plant invested by Caterpillar in China and its third plant in Asia Pacific area
Power Industry	Cummins – Xiangfan remanufacturing center. Capabilities include: Cylinder blocks, Cylinder heads, Crankshaft, Camshaft, Con rod, Lube oil pump, Piston, Misc components (oil pans, gear covers, flywheel housings, etc.). 100 employees approx.
Power train industry	Shanghai Xingfu Rebuild Power Train Co.,Ltd.
Automotive industry	There are more and more cars in China and China has three major car manufacturers. The Shanghai Car Manufacturer has worked in order to be able to reuse more than 80% of a car. This has been performed jointly with German companies.
Automotive industry	By adopting decades of advanced remanufacturing technologies of ZF group, ZF Services (China) Co., Ltd. cooperates with leading car OEMs such as BMW, Jaguar, Land Rover, Audi etc. to promote remanufacturing concept as well as products in China. Meanwhile, the National Development and Reform Commission (NDRC) of P.R.China has granted ZF Services a Remanufacturing Pilot License. Such recognition makes ZF to be one of the first wholly foreign-owned enterprises in China with the qualification of remanufacturing business
Automotive Industry	BOSCH - Diesel Remanufacturing Concept provides a cost efficient solution With the widespread application of diesel common rail system in the Chinese market, Bosch launched the remanufacturing concept as a cost-efficient solution for diesel vehicles to fit the growing and diversified demands of after-sales services. In order to guarantee quality as good as the original parts, the Bosch remanufacturing concept can replace all key components, following standard procedures of production and applying the same quality standards and function tests. More importantly, remanufactured parts are offered at a lower price with faster delivery and the same warranty. In addition, the remanufacturing process can save energy and reduce pollutant emission, which means they are more environmentally-friendly. With the launch of the remanufacturing concept in 2012, Bosch Automotive Aftermarket is the first in China to remanufacture diesel common-rail system fuel injectors and serve both original equipment services and the independent aftermarket.
Service (Taxi)	In September, the Government of Shanghai provided licenses for companies similar to Uber that offer "taxi services". The need of additional taxis is just needed during peak times so it is not needed to increase the number of taxis and it is better to share cars via Uber like services.
High Tech	Apple collects information via internet in order to propose to take back your old cell phone models and propose you a new one. In parallel, Apple refurbishes your former cell phone in order to resell it.
C2C website	TaoBao ("la chasse aux trésors") is a website from the Alibaba Group which is for C2C sales. You can find on it a lot of second hand products. It was created in 2003

» Seoul is often called the "world's most wired city", knowing that 97% of the South Koreans have a broadband connection and 60% have a smartphone and companies such as Samsung or LG are from South Korea. Thus, this creates ideal conditions to

have this tradition be revived and support this project of sharing city.

According to me, sharing economy is the highest category of circular economy and this example of Seoul is really impressive.

Some of the first Eco Industrial Parks and more recent ones

Name	Approval Number	Approving Date
Guigang national eco-industries (sugar) Demonstration Park Construction	No. 170	August 14, 2001
Nanhai national eco-industrial demonstration park construction cum South China Environmental Science and Technology Industrial Park	No. 293	November 29, 2001
Baotou national eco-industrial (aluminum) Demonstration Park Construction	No. 102	April 18, 2003
Changsha Huang national eco-industrial demonstration park construction	No. 115	April 29, 2003
Lubei national eco-industrial demonstration park construction	No. 324	November 18, 2003
Fushun Mining Group national eco-industrial demonstration park construction	No. 113	April 26, 2004
Dalian Economic and Technological Development Zone national eco-industrial demonstration park construction	No. 114	April 26, 2004
Kaiyang Guiyang Phosphorus Chemicals Coal national eco-industrial demonstration bases	No. 418	November 29, 2004
National Eco-Industrial Demonstration Park Shanghai Jinqiao Export Processing Zone	No. 40	April 2, 2011
Taiyuan Economic and Technological Development Zone	No. 46	April 2, 2011
Nanchang Economic and Technological Development Zone	No. 46	April 2, 2011
Jiangyin Economic Development Zone	No. 46	April 2, 2011
Changsha Economic and Technological Development Zone	No. 46	April 2, 2011
Beijing Economic and Technological Development Zone National Eco-Industrial Demonstration Park	No. 50	April 25, 2011
National Eco-Industrial Demonstration Park Guangzhou Development Zone	No. 144	December 5, 2011
Guiyang Economic and Technological Development Zone	No. 122	October 10, 2011
Wuhan Economic and Technological Development Zone	No. 122	October 10, 2011
Hangzhou Economic and Technological Development Zone	No. 122	October 10, 2011
High-tech Industrial Development Zone, Nanjing	No. 122	October 10, 2011

Circular economy :
A new economic model for China and the World

43

Here under are few examples of sharing initiatives:

- SoCar is a vehicle-sharing company, based on a «business-to-consumer» business model. The «consumer-to-consumer» business model is still banned in South Korea.
- Norizzang is a company dedicated to recycling old furniture. Its 13 employees collect what others discard. Then, they dismantle the cabinets, tables and chairs that they have collected and, with the reclaimed wood, create furniture that can be disassembled for easy transport. They provide low-income communities with their furniture for community activities and workshops.

They have even opened a ‘furniture hospital’, where people can repair broken furniture themselves, with the help of their employees

- The Open Closet is a non-profit business rents outfits donated by people who no longer have use for them. As an example, students and young professionals can rent an interview outfit
- Kiple is an online platform to exchange kids’ clothing with other parents. You earn some points for any clothe you donate online and you can use this credit to “buy” goods.
- Zipbob is an online platform for “social dining”, meeting people with whom you presumably can share interest and experiences ➤

» – and a meal as well – based on the data you entered in your online profile

- ShareHub (<http://english.sharehub.kr/>) is a platform where you can get recent information about sharing initiatives in Seoul

► South East Asia countries have a GDP growth around 5% per year, a rapidly growing population and an increasing demand of higher living standards with a growing middle consumer class. In addition, the area is one of the most impacted by natural disasters and some of its countries have still a room for improvements in the World Bank indexes such as the logistics performance or ease of doing business ones. Thus, they must look beyond the old model “take, make and waste” and look for new models such as Circular Economy.

In early 2015, Accenture, the consulting company, released a report about Circular Economy in South East Asia in which you can find various initiatives:

- Singapore’s waste management company Tes-Amm connects seamlessly with its clients’ manufacturing processes to help dispose electronics scrap. It is headquartered in Singapore but operates through a global network of facilities, and it has become the recycler of choice for several large global IT and telecom companies.
- PT Enviro Pallets is a company based in Bali, Indonesia that processes plastic waste to create shipping pallets. By offering up to Rp 500 (US 5cents) per kilogram of plastic waste, it effectively incentivizes locals to help clean up rivers, beaches and grounds from mounds of plastic rubbish, and uses this up as feedstock. With this clever business model they aim to process 30% of plastic waste generated in the island.
- In Singapore, the Sustainable Manufacturing Centre (established in 2009) and the Advanced Remanufacturing and Technology Centre (launched in 2012) have been working with companies to improve the longevity of products through topics such as green manufacturing, remanufacturing, repair and restoration and product verification.
- Tripid, a ride sharing service based in the Philippines, connects drivers and passengers headed the same way. This platform

helps create a community of drivers and passengers who opt to share rides with others, while also allowing users to act as drivers for others looking for a ride.

- Singapore based business BlockPooling leverages the idea of sharing platform in a community. In this densely populated country where most people live in high rise buildings, this business not only allows individuals to exchange goods, services or information with their neighbours, but also to connect with each other socially, thus creating loyalty and stickiness that contributes to its success
- In a heartwarming example of a sharing platform, Malaysia based “Plate Culture” has brought homemade food sharing to several countries in ASEAN. It allows home kitchen chefs to enlist their menu and prices on the site, so that users tired of restaurant grub can stop by for a homemade meal
- Sunlabob, a solar enterprise based out of Laos has created a service based approach to sustainable lighting in rural areas. In off-grid villages where people use candles or oil lamps, solar lamp rental has become an increasingly popular business model, where a central enterprise rents out solar lamps on a daily / weekly basis for a fee, thus providing “lighting as a service”. Compared to solar home systems where individuals buy / lease an entire solar panel and related equipment, this service based approach provides better affordability to villagers and also ensures better maintenance and efficiency of the equipment.
- Singapore based tyre manufacturer Omni United has tied up with US footwear company Timberland to create a special line of tyres that can be easily recycled at end of life into crumb rubber to be used by Timberland for making shoe outsoles. This innovative partnership overcomes Timberland’s earlier issues of not being able to get a steady supply of recycled rubber in consistent quality.

I would also like to highlight the regulations that Singapore Government put in place to reduce and control the packaging waste. Indeed, the National Environment Agency (NEA: <http://www.nea.gov.sg/energy-waste/3rs/singapore-packaging-agreement>) launched the Singapore Packaging

Agreement (SPA) in 2007 as the key program for managing packaging waste, which makes up one-third of Singapore's domestic waste disposed of by weight. Through the SPA, businesses commit to effect changes to their packaging designs, practices and/or processes to reduce packaging waste. As of October 2015, there are 164 signatories, 26 000 cumulative tons of packaging waste reduced and 58 million SGD in savings over a 8 years period.

► Japan has always faced natural resource scarcity due to geological and geographical limits and so has been considering these constraints and promoting 3R (Reduce, Reuse, Recycle) since years. Thus, Japan has focused its efforts on three topics. The first consisted of structural adjustments to reduce dependency on oil as a single energy source, and optimize industrial structure to improve the efficiency of energy utilization within industries. The second step involved legislation for environmental policies, establishing a comprehensive legal system, regulating waste management, and standardizing the approach to addressing violations. The third was increasing societal participation through education and public awareness campaigns. Japan's recycling rate for metal is 98%, and is also high for other materials. In 2007, only 5% of Japan's waste went into landfill. The majority of electronic appliances/electrical products are recycled, and up to 89% of the materials they contain are recovered. As a rule, recovered materials are used to manufacture the same type of products.

Japan has setup three indicators of which the goal is to reduce the total amount of waste upfront from the waste recycling. These indicators are:

- The rate of the waste treatment
- The rate of the recycling
- The total amount of waste

Here under are some examples of Circular Economy in Japan:

- Ricoh, the Japanese multinational for imaging and electronics, established the Comet Circle in 1994 to reduce the environmental impact of their products. The program's primary directive was that all product parts would be designed and manufactured so that they could

be recycled or reused. The company also established the GreenLine label as a concrete expression of its commitment to resource recirculation, which is a huge success story today. In addition to remanufacturing, the company refurbishes and upgrades pre-owned machines. For products that cannot be remanufactured, Ricoh harvests the components and recycles materials at local facilities.

- Established in July 2000, Socueus is an online market for the "social exchange" of a wide variety of items and services, including books, CDs, clothing, furniture, electronics, artwork, vehicles, etc
- Wire Mama Network is a multi-presence online market place for the free-of-charge sharing of baby products that have only been used for a short time. There are currently ten Wire sites, each facilitating the local sharing of used baby goods, the first of which was established in Kumamoto in 2001
- CaFoRe is a national online platform for the sharing of vehicles aimed primarily at individuals. Users register on the site as either a "lender" or "borrower" and the site provides the necessary legal and contract framework, plus an online reservation system
- Shibukasa, established in December 2007, focuses on just one product and in a specific part of Tokyo. The website platform is dedicated to the sharing of umbrellas across the Shibuya ward of the capital

EB : What are the strengths and weaknesses of the existing legal framework in China, India and Europe?

DZ : China schemes do not only cover waste treatment but also is about eco-design into businesses. Indeed, China Circular Economy Promotion Law is really a new model. Thus, in comparison to Germany and Japan laws, the approach is different.

Of course, China Circular Economy Promotion Law was setup in 2008 and implemented in 2009. From my personal viewpoint, it had some weaknesses and gaps between our vision and practice:

- In fact, we may distinguish two types of Circular Economy, the older about waste recycling and the new one about eco-design with the objective of reducing waste. The China ►►

Circular economy :
A new economic model for China and the World

» law covers these two types, but it is still more about waste recycling. Thus we need to pay more attention to eco-design and strengthen it in the revised version.

- During the last ten years, the circular economy was driven by the government in China. However, it is critical to switch to a business driven model, which means to switch from a “spend money” to a “save money or make money” way of thinking. Eco-design is also related to extended producer responsibility. Indeed, experiences demonstrated a bigger focus of producers on eco-design when they are responsible / involved in the recycling of their products.
- In term of policy instruments, you can increase taxes for the things which are not in favor of environment and release taxes for the things which are in favor of environment. So, the question is about how to create some market-based instruments or an eco-tax such as in Germany in order to stimulate circular economy.

In India, circular economy in the meaning of closed material loop is still weak. Thus it is difficult to make any comparison.

EB : How important are universities such as “Tongji University” where you are working, associations such as the “China Association of Circular Economy – CACE” for promoting circular economy ,and foundations such as the “Ellen MacArthur Foundation”? What has been and is the role of the education for circular economy?

DZ : Circular economy comes from academic studies of sustainable economy and green economy. Thus, research fellows and universities have played and play an important role for circular economy. In addition, universities make sensitive and educate students about circular economy and so build the foundations for the future and support the development of circular economy.

For me as an example to encourage the development of Circular Economy in China, I did several things as follow:

- I translated Walter Stahel’s book Performance Economy into Chinese (2009),

recommended and spread ideas of McDonough and Braungart’s book Cradle to Cradle (2002), and wrote prefaces to Chinese versions of Paulis Blue Economy (2012) and Weizsacker’s Factor Five (2012).

- I organized an international forum, invited Stahel and some other key advocates of circular economy to discuss and compare commons and differences between China’s and their concept of circular economy, and tried to do some things of integration and synthesis.
- I traveled far and wide around China and gave public speeches for more than several hundred times to share knowledge of circular economy with government, business, academics and general audience.
- I wrote a lot of articles on the newspapers and made many TV talks to spread this new model to the public and explain its significance for China
- I introduced theory, methods and cases of circular economy into EMBA, MBA and MPA programs, set up a Sustainable Business management course with circular economy and low-carbon economy as key issues, and developed a teaching and research team of sustainable business management for Tongji University and some other universities in China
- As a chair professor of green economy from UNEP-Tongji Environment and Sustainable Development Institute, I give regular lectures about circular economy annually, and in 2014-2015,
- Working with UNEP’s experts, we have published a book Green Economy-Theory, Methods and Cases from the United Nations’ Perspective, in which circular economy is considered and studied as an important element of green economy

The CACE was created in 2011 and organizes a yearly conference that gathers roughly 1000 attendants, of which most are from business, especially from waste industry.

The “Ellen MacArthur Foundation” (EMF) organizes conferences, assembles universities and companies, publishes books and studies, and supports the designs of courses in schools and universities. In this way, the Foundation really promotes circular economy and helps have people know about it. Tongji

is one of the 14 EMF key university partners cross the world.

EB : According to you, what are the main challenges of Circular Economy, but also its barriers (if any)? Could you try to provide us with a glimpse of the Circular Economy future?

DZ : Let me say about this separately for China and the World. As I mentioned before, China is now dealing with the 13th five years plan and the main challenges for circular economy initiative would be as follows:

- Control the amount of waste generation and increase the resource productivity rapidly in the next decade when economic growth would be doubled;
- Involve more stakeholders into green economy transition and create a circular economy oriented business model;
- Take into account the entire product life cycle and implement a product service system which means to “*switch attention from the waste loop to the product loop*”.

For the World, United Nations has defined for 2015-2030 the Sustainable Development Goals (SDGs: <https://sustainabledevelopment.un.org/topics>) which is a set of 17 goals and 169 detailed targets. However, Sustainable Development is a very big umbrella. We, in practice, need circular economy as a useful method and tool to sustainable development. In my opinion, circular economy covers the three pillars of sustainable development, social, environment and economy, and should be given more



attention from policy-makers and business people.

At the moment when Western People talk about circular economy, they often think this is something of waste recycling. In the last ten years, many new theories were produced about circular economy rather than waste recycling. Now for the next ten years, we need to unify all these theories into a general paradigm. The Ellen MacArthur Foundation and the World Economic Forum are a good framework to promote circular economy along the World focusing on a new economy by eco-design. I am very happy to be involved in the related initiatives of circular economy under World Economic Forum and EMF. We all agree that circular economy is a new economy model and that it should be more integrated and embedded in the production and consumption. So, it is important to let officials, business and the society know that circular economy is much more than traditional waste recycling. I hope this interview could be going to contribute to this big green transition. ■

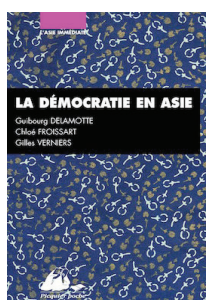
Circular economy :
A new economic
model for China
and the World

Publications

Les dernières publications

OUVRAGES

Chine, Viêt Nam, Inde, Mongolie, Japon, Malaisie...



La démocratie en Asie

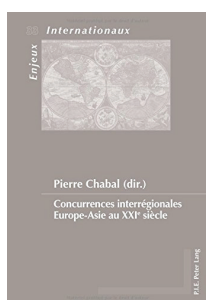
Guibourg Delamotte, Chloé Froissart et Gilles Verniers
Editions Philippe Picquier, 2015

S'il existait une forme de démocratie nourrie de la culture politique propre à l'Asie ? Tous les Asiatiques ne le proclament pas aussi fort que les leaders chinois. Mais nombreux sont ceux qui le pensent. Au Japon et en Inde, où la démocratie parlementaire est bien enracinée, ses performances apparaissent aujourd'hui en demi-teinte. Le désenchantement et la tentation autoritaire sont perceptibles. En Chine, le courage des militants des droits de l'homme et les ouvertures que leur laissent parfois les rivalités au sommet de l'État-parti ne peuvent pas dissimuler que la démocratie n'est pas pour demain, ni après-demain. Cet ouvrage analyse en profondeur le fonctionnement du système politique de ces trois géants.

Etre jeune en Asie

Jean-Charles Lagrée, Ingrid Therwath et Karyn Poupée,
Editions Philippe Picquier, 2015

Les moins de 30 ans sont environ 600 millions en Chine, 650 en Inde, et 52 millions au Japon, ce qui représente plus de 18% de l'humanité. La Chine est la 2^{ème} économie de la planète et ne cache pas sa volonté de peser de tout le poids correspondant dans les affaires du monde. Le Japon reste la 3^{ème} puissance économique mondiale. Quant à l'Inde, elle se distingue parmi les pays émergents par l'importance et la diversité de son potentiel humain et économique encore sous-exploité, par sa position géostratégique en bordure d'une Asie en passe de devenir le nouveau centre de gravité de la planète.



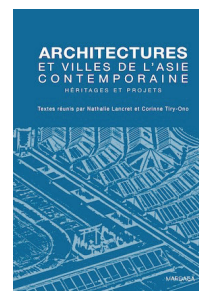
Concurrences Interrégionales. Europe-Asie au 21^{ème} siècle

Pierre Chabal (dir.), Editions Peter Lang, 2015

Les auteurs mêlent ici approches institutionnelles, culturelles, historiques, politiques, économiques comparées pour comprendre l'Asie de l'après-Guerre froide en tentant de résister à deux biais : l'ethnocentrisme, qui consisterait à juger l'Asie à partir d'un a priori, par exemple européen ; et le réductionnisme, qui suggérerait de voir dans les institutions régionales la forme « essentielle » des relations et des concurrences entre les régions. Au-delà de la connaissance des régions, il s'agit de réfléchir à la signification d'une institutionnalisation multilatérale pluri-régionale qui relie les sous-continentaux entre eux, à commencer par les « dialogues » ou « sommets » interrégionaux eurasiens ou eurasiatiques.

Architectures et villes de l'Asie contemporaine. Héritages et projets

Textes réunis par Nathalie Lancret et Corinne Tiry-Onom
Editions Mardaga, 2015



Les cultures spatiales des villes d'Asie sont approchées ici du point de vue de leurs singularités et spécificités, tant historiques que contemporaines, dans la conception et la transformation de leurs formes architecturales et urbaines. Dans cette aire géographique et culturelle, la période actuelle est marquée par des accélérations de l'urbanisation et des changements dimensionnels qui modifient l'importance relative du peuplement urbain, l'étendue des espaces construits et l'échelle des projets architecturaux et urbains. Dans ce contexte, qu'en est-il de la place et du rôle des héritages, visibles, enfouis ou imaginés, dans les manières de concevoir et de produire les villes ?



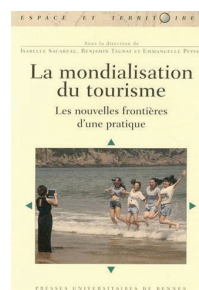
Territoires de l'urbain en Asie. Une nouvelle modernité ?

Manuelle Franck et Thierry Sanjuan (dir.), CNRS Editions, 2015

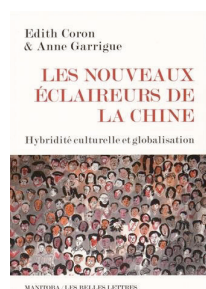
Les métropoles d'Asie s'imposent dans l'espace mondial par leur nombre et leur poids. Elles sont devenues des pôles de création majeurs. Les chercheurs réunis ici analysent toutes les facettes de cette explosion urbaine qui bouleverse les trames historiques, en mettant en œuvre aussi bien des modèles internationaux importés, dans les formes du bâti et les structures urbaines, que des traductions inédites et asiatiques. Sociologues, historiens, géographes dévoilent la façon dont des constructions inédites, issues de ces recompositions de la demande, modifient les usages de la ville tout en suscitant des réactions de défense et de préservation des secteurs anciens. L'Asie, en réaménageant toutes les représentations et pratiques citadines, semble inventer une nouvelle modernité mondiale.

La mondialisation du tourisme. Les nouvelles frontières d'une pratique

Isabelle Sacareau, Benjamin Taunay et Emmanuelle Peyvel (dir.)
Presses universitaires de Rennes, 2015



Si le cœur historique de la mondialisation touristique est bien identifié comme étant l'Europe et les États-Unis, celle-ci a aujourd'hui largement dépassé ces espaces, repoussant sans cesse les frontières d'une pratique touristique, qui n'est plus réservée aux seules élites des pays riches anciennement industrialisés. Les mobilités récréatives se multiplient en effet en Asie, en Amérique latine, en Océanie et en Afrique, où se structurent de nouveaux foyers touristiques. Elles sont à l'origine de la production de lieux touristiques souvent inconnus en Europe et s'accompagnent de pratiques qui bousculent nos représentations, en suggérant l'existence d'autres modèles culturels et manières de faire du tourisme.



Les nouveaux éclaircisseurs de la Chine. Hybridité culturelle et globalisation

Edith Coron et Anne Garrigue, Editions Manitoba / Les Belles Lettres, 2015

Dans un paradoxe saisissant, la Chine crée des millions de personnes à l'identité complexe, des hybrides culturels, charnières entre la Chine et le monde. Mais ni la société, ni le gouvernement chinois ne sont véritablement à l'aise avec cette hybridité culturelle. Le reste du monde bute sur des réticences similaires qui pèsent à la fois sur la place de la Chine dans la globalisation et sur le rôle des hybrides culturels. Ce double paradoxe entrave la façon dont la Chine assume progressivement son rôle dominant sur la scène internationale.

Critique de la vie quotidienne en Chine à l'aube du XXI^{ème} siècle avec les Gao Brothers

Florent Villard, L'Harmattan, 2015

Plasticiens, photographes et performeurs, les Gao Brothers comptent parmi les artistes contemporains les plus actifs sur la scène culturelle chinoise de ces trente dernières années. Ils sont des témoins critiques d'une société qui conjugue le capitalisme de la consommation avec les persistances idéologiques d'un régime autoritaire. Le rapport des artistes au politique et la critique sociale inhérente à leurs créations constituent les thèmes principaux de cet ouvrage. Le présent essai offre une réflexion sur cette critique « chinoise » des formes standardisées de la vie quotidienne dans une modernité désormais globale. L'auteur propose aussi une traduction commentée inédite de leur essai *One Day in Beijing* (2004).



L'Harmattan

Polyphonies franco-chinoises. Mobilités, dynamiques identitaires et didactique

Béatrice Bouvier-laffitte et Yves Loiseau (dir.), L'Harmattan 2015



Le monde chinois (RPC, Taïwan, les diasporas) et l'espace francophone autrefois considérés comme géographiquement, culturellement et linguistiquement distants sont désormais amenés dans bien des domaines à se rapprocher, se rencontrer et parfois s'entrechoquer. Cette contribution s'insère dans le cadre d'une réflexion globale sur la pluralité des pratiques linguistiques, langagières, culturelles, sur la diversité des contextes et des situations de contacts de langues, sur l'évolution des plurilinguismes et des mobilités et sur leur éventuelle didactique.

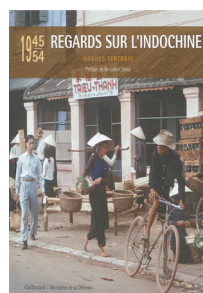
Chine, Inde. Les firmes au cœur de l'émergence

Jean-François Huchet, Xavier Richet et Joël Ruet (dir.)

Presses universitaires de Rennes, 2015



Fruit d'enquêtes répétées dans la réalité des usines et administrations de Chine et d'Inde, cet ouvrage s'intéresse aux firmes de ces pays et à la manière dont elles ont su innover, parfois coopérer, et s'incarner à leur manière dans une croissance soutenue jusqu'à devenir aujourd'hui des concurrents capables d'entrer sur les marchés les plus développés. Ce livre aborde la manière dont ces firmes ont su innover, parfois coopérer, et justement s'incarner à leur manière dans une croissance soutenue jusqu'à devenir aujourd'hui des concurrents capables d'entrer sur les marchés les plus développés. Trois décennies après « l'ouverture », ces particularités continuent toujours d'influer sur les modes de rattrapage technologique, l'innovation, ou le positionnement de ces entreprises dans le monde.



Regards sur l'Indochine (1945-1954)

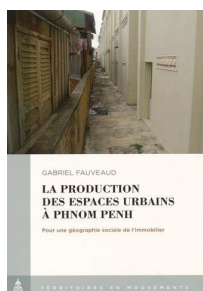
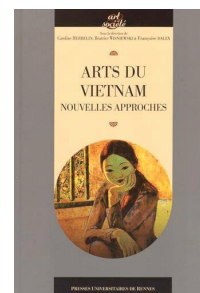
Regards sur l'Indochine (1945-1954)

Entre 1945 et 1954, le Service cinématographique des armées puis le Service presse-information couvrent la guerre d'Indochine. Leurs opérateurs, dont Pierre Schoendoerffer et Raoul Coutard saisissent le conflit, dans des conditions souvent extrêmes. Leurs reportages servent bien sûr la propagande de l'armée française. Mais ces jeunes photographes portent également un regard plus personnel sur les régions qu'ils découvrent. Un témoignage fort et rare sur les trois pays de l'Indochine française (Vietnam, Cambodge et Laos) au moment où l'Histoire bascule. Choies et commentées par Hugues Tertrais, les photographies, pour la plupart inédites, sont issues du fonds Indochine de l'ECPAD.

Arts du Vietnam. Nouvelles approches

Caroline Herbelin, Béatrice Wisniewski et Françoise Dalex (dir.),
Presses universitaires de Rennes, 2015

Issu d'un colloque international organisé par le Centre de Recherche sur l'extrême-Orient de Paris-Sorbonne (CREOPS) qui s'est tenu du 4 au 6 septembre 2014 à Paris, cet ouvrage fait le bilan des connaissances dans le domaine des arts du Vietnam, depuis les périodes anciennes jusqu'à aujourd'hui. Il réunit des spécialistes vietnamiens, japonais, français, américains, des chercheurs, conservateurs, collectionneurs de différentes disciplines, périodes et domaines de création. Il inclut les cultures matérielles anciennes, les arts visuels et les arts plastiques contemporains.



La production des espaces urbains à Phnom Penh. Pour une géographie sociale de l'immobilier

Gabriel Fauveaud, Publications de la Sorbonne, 2015

Phnom Penh, ville fantôme totalement vidée de ses habitants et partiellement détruite par le régime génocidaire khmer rouge entre 1975 et 1979, semble aujourd'hui renaître de ses cendres. Cependant, la modernisation apparente de la capitale cambodgienne s'accompagne d'une ségrégation socio-spatiale accrue et d'écarts socio-économiques de plus en plus importants. Cet ouvrage s'attache à explorer, comprendre et représenter les liens qui se tissent entre l'immobilier, les dynamiques territoriales et les stratégies d'acteurs dans le contexte plus général de modernisation d'une petite capitale en développement.

La naissance de l'Etat social japonais : Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)

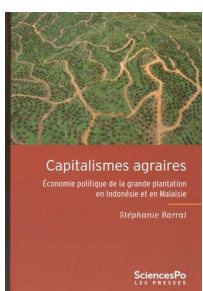
Bernard Thomann, Les Presses de Sciences-Po, 2015

Le Japon n'a pas attendu la défaite de 1945 et l'établissement d'une citoyenneté politique solide pour mettre en place des politiques sanitaires et sociales modernes. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle et l'ouverture des frontières, le pays s'est intégré aux flux de circulation internationale des savoirs, en plein essor à cette époque. Après la restauration Meiji, les élites gouvernantes et savantes ont su répondre aux défis de la construction d'un Etat nation et de l'industrialisation. Avec la montée en puissance du mouvement social et l'adhésion du Japon à l'OIT, les lendemains de la Première Guerre mondiale ont été déterminants pour l'éclosion d'une véritable « citoyenneté sociale ». Ces politiques, qui ont continué à se mettre en place dans les années 1930 malgré le net recul des idées libérales et démocratiques, ont posé les fondations de l'Etat social japonais et sont à l'origine des relations de travail « à la japonaise ».



Revue,
essais et
travaux de
recherche

51



Capitalismes agraires. Economie politique de la grande plantation en Indonésie et en Malaisie

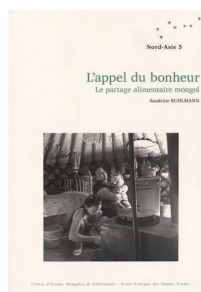
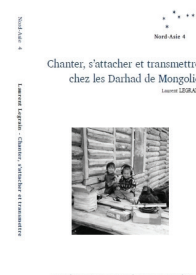
Stéphanie Barral, Les Presses de Sciences Po, 2015

Issu de la rencontre du colonialisme et de l'organisation capitaliste, des marchés et des entreprises, le modèle de la grande plantation, porté par une demande internationale en huile de palme, connaît depuis les années 1970 une expansion majeure en Asie du Sud-Est. En quarante ans, l'Indonésie et la Malaisie se sont imposées comme les géants de la production mondiale, avec plus de 80% des surfaces plantées de la planète. Fruit d'une longue enquête de terrain par immersion dans des familles d'ouvriers agricoles, cet ouvrage montre les conditions d'émergence et de développement d'un capitalisme agraire au fort impact écologique et économique tant à l'échelle asiatique que mondiale.

Chanter, s'attacher et transmettre chez les Darhad de Mongolie

Laurent Legrain, Centre d'études mongoles et sibériennes, 2015

Cet ouvrage esquisse les contours du monde musical et sonore mongol. Dans les confins septentrionaux du pays où vivent les Darhad, comme partout ailleurs en Mongolie, l'attachement au chant, à la musique et aux sonorités de la nature est perçu comme une dimension pérenne et constitutive de l'ethos culturel. En s'appuyant sur des documents historiques, sur la littérature mongole et sur des recherches de terrain, Laurent Legrain inscrit ses analyses dans la temporalité longue de l'histoire du pays ainsi que dans celle, plus courte, de la socialisation de l'enfant. L'ouvrage est accompagné d'un CD musical reprenant les principaux enregistrements qu'il a réalisés entre 2001 et 2005 chez les Darhad ainsi que des extraits des premières sessions d'enregistrement de musique mongole effectuées à Moscou en 1935.

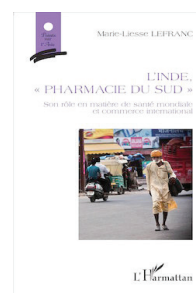


L'appel du bonheur : le partage alimentaire mongol, Sandrine Ruhlmann

Centre d'études mongoles et sibériennes, 2016

Pour les Mongols, partager de la nourriture, c'est bien plus et bien autre chose que se nourrir. En famille ou avec des visiteurs, au quotidien ou lors d'événements, le partage garantit, par un jeu d'«ouverture» et de «fermeture», le bon ordre des relations sociales, du déroulement des saisons et du cycle de la vie humaine. Il attire ainsi le « bonheur » sur les humains et leurs troupeaux. Sandrine

Ruhlmann, qui a vécu de longs mois en Mongolie de 2000 à 2015, tant dans la steppe qu'en ville, décrit et analyse en détail le système alimentaire actuel. Elle y reconnaît, entremêlées, des idées et des valeurs héritées du chamanisme, du bouddhisme et de l'idéologie communiste. À travers la viande sur l'os, le lait fermenté, les raviolis ou les gâteaux-semelle, c'est toute une façon de penser et de vivre qui se révèle.



L'Inde, pharmacie du Sud : son rôle en matière de santé mondiale et commerce international

Marie-Liesse Lefranc, L'Harmattan, 2015

Surnommée « la pharmacie du Sud », l'Inde produit aujourd'hui une grande partie des médicaments génériques contre le sida, le cancer et la tuberculose distribués dans les pays en développement. L'industrie pharmaceutique indienne s'est principalement développée en reproduisant des médicaments issus de la recherche et du développement d'entreprises américaines et européennes. Acteur incontournable du commerce pharmaceutique, l'Inde devient progressivement un interlocuteur central des négociations commerciales et sanitaires internationales. Confronté à des batailles judiciaires sur son sol national, le pays affirme également sa volonté d'encourager son commerce de médicaments génériques. Par l'étude historique et sociologique de ces différents éléments, le présent ouvrage livre une réflexion intéressante sur l'émergence indienne. Autrefois pays non-aligné, l'Inde apparaît aujourd'hui, au cœur des enjeux de la santé mondiale, comme une puissance commerciale, politique et normative.

REVUES & ARTICLES

La Chine à l'honneur



Le CNRS en Chine. La vie des laboratoires

CNRS n°19, printemps-été 2015

Edition spéciale pour les 20 ans de la présence du bureau du CNRS en Chine, avec un cahier spécial sur le CNRS en Mongolie

Façonner l'Internet chinois. Dispositifs politiques, institutionnels et technologiques dans la gouvernance de l'Internet

Perspectives chinoises, 2015/4

La Chine a connu un développement exponentiel de l'accès à Internet. Les différents aspects de la gouvernance d'Internet peuvent alors offrir de très précieux renseignements sur les relations de pouvoir, complexes et souvent ambiguës entre l'administration centrale et les collectivités locales, les acteurs privés et les citoyens chinois, ainsi que sur la définition de la sphère publique en ligne. Il est d'autant plus important de documenter ces différents aspects que la Chine s'est affirmée sur la scène internationale, et se bat désormais pour faire progresser ses intérêts à travers des normes technologiques, acquérir une forme de domination économique et culturelle, et défendre certains modèles de gouvernance de l'Internet mondial.



Revues,
essais et
travaux de
recherche

RÉSUMÉS

Résumés de tous les articles

Quelle place pour la France dans les relations économiques avec les pays de l'ASEAN ?

Par Dr Coline Ferro

Renforcer la présence économique française en Asie du Sud-Est, c'est la mission de Philippe Varin, nommé Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères et du Développement international pour les relations économiques avec les pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) à l'été 2014. Lors de la conférence organisée par le Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN à l'Ecole militaire à Paris, le 18 novembre 2015, il a expliqué son rôle avant de dresser un état des lieux de la présence économique française en Asie du Sud-Est et des opportunités qui s'y multiplient.

Histoire et géopolitique des relations nippon-philippines: vers un partenariat stratégique durable ?

Par Simon Fauret

Les relations entre le Japon et les Philippines, peu évoquées par les médias occidentaux, ont ces dernières années peu à peu gagné leur place dans l'actualité, avec l'expansion chinoise en mer de Chine méridionale. Le rapprochement actuel entre Tokyo et Manille face à Pékin constitue une occasion de se pencher sur l'histoire riche et complexe des relations entre ces deux archipels. Des premiers contacts entre seigneurs japonais et colons espagnols jusqu'au partenariat stratégique actuel, les deux pays ont peu à peu tissé des liens économiques, politiques et culturels très étroits, que même l'occupation des Philippines par l'armée japonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale n'a pas réussi à défaire.

Les guerres en Syrie sont en train de modifier l'équilibre des forces en Asie

Par Brij Khindaria

La Syrie est devenue une tumeur maligne qui se répand progressivement dans diverses mutations à travers la plupart du monde. Son chaos militaire, son effondrement politique, la souffrance humaine et la perversion de la religion sont en train d'infester l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient et Afrique du Nord. L'ordre mondial si nettement défini dans les traités et les lois par les alliés victorieux de la Seconde Guerre mondiale sous commandement américain est battue. La loi et l'ordre, la bonté humaine et la

boussole morale se fanent sous l'assaut implacable du terrorisme, les bombardements dévastateurs et les flux de réfugiés sans défense. Cette analyse attire l'attention sur les dangers graves pour la paix et la stabilité dans la famille moderne des nations, y compris la sécurité en Asie, si les principaux acteurs actuels - l'Arabie Saoudite, l'Iran, les États-Unis, la Russie et la Turquie - continuent leurs politiques protectionnistes aveugles pour se battre avec des guerres par procuration à l'intérieur de la Syrie. Cette décennie sera vitale pour l'équilibre de la sécurité de l'Asie. Le choix pour les pays de la région se situe entre courbettes discrètes aux pressions chinoises en raison de leur faiblesse militaire et économique ou rester debout sous l'ombrelle informelle de l'amitié américaine. Le facteur clé sera la fiabilité de l'amitié de Washington.

La santé en Chine, un secteur en pleine expansion

Par Dr Vivien Fortat

Face à de nouvelles aspirations de la population et à l'apparition de nouvelles maladies touchant des millions de personnes, la santé publique est désormais une des priorités du gouvernement chinois. Pour cela, la Chine a entamé un processus de modernisation de son système de santé actuellement en sur-régime, particulièrement dans les grandes métropoles. Aux efforts de l'Etat s'ajoutent les innovations du secteur privé séduit par ce nouveau marché à très fort potentiel, notamment au travers de la e-médecine et de la vente en ligne de médicaments sur lesquels se positionnent les géants de l'Internet chinois. La France, aussi bien grâce à ses entreprises qu'à l'expérience de son administration en matière de santé publique, peut saisir cette opportunité. Pour cela, il faudra toutefois appréhender la complexité d'un secteur où secteurs privé et politique sont en compétition.

Economie circulaire : un nouveau model économique pour la Chine et le monde

Par Erwan Berger

Cette interview traite de l'économie circulaire, et plus particulièrement de l'économie circulaire en Chine. Grâce au Professeur Zhu, vous apprendrez ce qu'est l'économie circulaire et comment la Chine encourage l'économie circulaire depuis plusieurs années. Puis, vous découvrirez quelques initiatives en Chine et en Asie.

ABSTRACTS

Abstracts of all articles

Which place for France in economic relations with the ASEAN countries?

By Coline Ferro, PhD

In June 2014, Philippe Varin was appointed Special Representative of the Minister of Foreign Affairs and International Development on economic relations with the countries of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), with the main role of strengthening the French economic presence in Southeast Asia (SEA). At the conference organized by the ANAJ-IHEDN Asia Committee in Paris, on 2015, November 18th, he explained his role, then drew up an inventory of the French economic presence in SEA and highlighted the growing opportunities in this region.

History and geopolitics of the Japan-Philippines relations: towards a sustainable strategic partnership?

By Simon Fauret

The relations between Japan and the Philippines, hardly covered by the Western media, became topical when China started asserting its power in the South China Sea three years ago. The recent rapprochement between Tokyo and Manila against Beijing gives us an opportunity to look into the rich and complex history of the relations between these two archipelagos. From initial contacts between Japanese warlords and Spanish settlers to the current strategic partnership, the two countries have established economic, political and cultural ties so strong that not even the Japanese occupation of the Philippines during World War II caused them to break.

Syria's wars are altering power balances in Asia

By Brij Khindaria

Syria has become a malignant tumor spreading steadily in various mutations through most of the world. Its military chaos, political collapse, perversion of religion and human suffering are infecting Europe, Asia, the Middle East and North Africa. The world order so neatly set in treaties and laws by the victorious US-led World War II allies is being battered. Law and order, human kindness and moral compass, are fading under the relentless onslaught of terrorism, devastating

aerial bombings and streams of helpless refugees. This analysis draws attention to the lethal dangers for peace and stability in the modern family of nations, including security in Asia, if the current key players – Saudi Arabia, Iran, the US, Russia and Turkey – continue their short-sighted beggar-thy-neighbor policies to fight proxy wars inside Syria. The rest of this decade will be vital for shaping Asia's security balances. The choice for the region's countries is between kowtowing discreetly to Chinese pressures because of military and economic weakness or standing a little taller under an informal umbrella of American friendship. The pivotal factor will be the reliability of Washington's friendship.

Health: a growing sector in China

By Vivien Fortat, PhD

Facing new expectations of the population and the emergence of new diseases affecting millions of people, public health is now one of the priorities of the Chinese government. Therefore, China has started a modernization of its health system currently overheating, especially in large cities. The State's efforts are complemented by the private sector's innovations. Seduced by this new market with very high potential, notably through the e-medicine and online sale of drugs the giants of the Chinese Internet are entering the market. France both through its companies and its experience of the public health administration can seize this opportunity. This will require, however, to understand the complexity of a sector in which private and political sectors are competing.

Circular economy: A new economic model for China and the World

By Erwan Berger

This interview deals with circular economy, and especially the circular economy in China. Thanks to Dr Zhu, you are going to learn about what is circular economy and how China has been promoting it for several years. Then, you are going to discover some initiatives in China and Asia.

Contributeurs

Les contributeurs du n° 12

Comité Asie

Les rédacteurs des Cahiers du Comité Asie n° 12

Erwan Berger | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômé de l'ECAM-EPMI et de l'ESSEC en Génie Industriel et Supply Chain, il est aujourd'hui Directeur de Projets de Transformation dans le domaine de la Supply Chain (Etats Unis, Singapour, ...) et est également professeur vacataire en « reverse logistics » (économie circulaire) en master 2 dans une université française. A titre personnel, il a fait de nombreux voyages en Asie (Shanghai, Hong Kong, Seoul, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok, Singapour, Vietnam, Japon).

Simon Fauret | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse et étudiant en Master 2, Géopolitique à la Sorbonne et à l'Ecole Normale Supérieure, Simon Fauret effectue son stage de fin d'étude au Centre des Etudes de Sécurité de l'Institut

Coline Ferro | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Docteur ès Sciences de l'information et de la communication, Coline Ferro est journaliste et analyste géopolitique, spécialiste de la diplomatie internationale et des questions de sécurité. Elle a co-signé plusieurs ouvrages sur le renseignement et les relations internationales, notamment *Géopolitique de l'Ouzbékistan*, SPM, 2010.

Brij Khindaria | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Né en Inde et aujourd'hui basé à Genève, Brij Khindaria est analyste, journaliste économique et éditorialiste pour plusieurs revues étasuniennes, britanniques et indiennes. Il s'intéresse aux questions de sécurité et de consolidation de la paix avec une approche globale, incluant les droits de l'homme, l'équité sociale, l'énergie, l'eau, la pauvreté et la démocratie.

Igor Yakoubovitch | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et agrégé de Lettres classiques, Igor Yakoubovitch est enseignant, docteur en Langues et littératures anciennes et membre associé de l'unité de recherche CARRA (Université de Strasbourg). Ses travaux portent sur la représentation du pouvoir dans le Haut-Empire romain. Il s'intéresse également aux questions de géopolitique et de défense, et en particulier à l'Asie, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Il a enseigné le français pendant un an à l'Université des Langues et Cultures de Pékin (BLCU) et travaillé à l'Ambassade de France à Washington. Il est également Président du groupe de travail sur la réserve citoyenne de la Défense à la Commission Armées-Jeunesse.

Contributeurs

Les contributeurs extérieurs, avec nos remerciements

Dr Zhu Dajian est un éminent professeur de l'École d'économie et de gestion, et directeur de l'Institut du développement durable et de la gouvernance, à l'Université de Tongji à Shanghai. Ses recherches portent notamment sur le développement durable et la macro politique, l'économie circulaire, l'économie écologique, le développement urbain et régional, etc. Il a été chercheur principal à l'Université de Harvard en 2004-2005 et chercheur à l'Université de Melbourne en 1994-1995. Il est l'un des principaux pionniers en Chine qui ont introduit et développé le concept d'économie circulaire sur la base de l'économie

écologique et de l'écologie industrielle. Il a été impliqué dans plusieurs projets de recherche importants sur la théorie, la méthode et la politique de l'économie circulaire, projets soutenus par le gouvernement chinois et des organisations internationales telles que l'UNDP, l'UNEP, la Banque mondiale, etc. Au cours des dernières années, il a été invité à parler d'économie circulaire en Chine, dans des universités telles que l'Université d'Harvard, l'Université de Yale, l'Université de Tokyo, l'Université de Lausanne et l'Institut de la Banque mondiale, l'UNEP, l'ISEE, la WRF, etc. En tant que principal expert pour la Chine, il a participé activement aux activités organisées par le World Economic Forum, le Forum mondial des ressources, la Fondation Ellen MacArthur. Dr Zhu Dajian a consacré une très grande partie de son temps et de son énergie pour développer la théorie et la méthode de l'économie circulaire et utiliser ce nouveau modèle dans la politique et la pratique, de sorte qu'il est souvent appelé le professeur économie circulaire, non seulement au sein de son université, mais aussi dans les milieux universitaires et le domaine de la consultation politique.

Coordination

L'équipe de rédaction et de coordination des Cahiers du Comité Asie n°12

■ Directeur de publication

François Mattens | Président de l'ANAJ-IHEDN.

■ Rédacteurs en chef

Stéphane Cholleton | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 60^{ème} session, 2008, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Vice-Président chargé des études de l'ANAJ-IHEDN de 2013 à 2015, directeur des publications depuis mai 2015 et responsable/ fondateur du Comité Asie depuis février 2011 | Diplômé de l'Université Paris I en Géographie des pays émergents et de HEC en Management des risques internationaux, Stéphane Cholleton a étudié le chinois à l'INALCO et à l'Institut de diplomatie de Pékin. Il est aujourd'hui chargé d'enseignement vacataire à l'Université Paris Diderot et formateur de FLE.

Igor Yakoubovitch | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et agrégé de Lettres classiques, Igor Yakoubovitch est enseignant, docteur en Langues et littératures anciennes et membre associé de l'unité de recherche CARRA (Université de Strasbourg). Ses travaux portent sur la représentation du pouvoir dans le Haut-Empire romain. Il s'intéresse également aux questions de géopolitique et de défense, et en particulier à l'Asie, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Il a enseigné le français pendant un an à l'Université des Langues et Cultures de Pékin (BLCU) et travaillé à l'Ambassade de France à Washington. Il est également Président du groupe de travail sur la réserve citoyenne de la Défense à la Commission Armées-Jeunesse.

■ Conseil scientifique

Erwan Berger | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômé de l'ECAM-EPMI et de l'ESSEC en Génie Industriel et Supply Chain, il est aujourd'hui Directeur de Projets de Transformation dans le domaine de la Supply Chain (Etats Unis, Singapour, ...) et est également professeur vacataire en « reverse logistics » (économie circulaire) en master 2 dans une université française. A titre personnel, il a fait de nombreux voyages en Asie (Shanghai, Hong Kong, Seoul, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok, Singapour, Vietnam, Japon).

Sophie Chevaleyre | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 74^{ème} session, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômée de Sciences-Po Paris.

Sandrine Dalban-Tabard | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Étudiante à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup'), Sandrine Dalban-Tabard est docteur en langue et civilisation japonaises (INALCO, France/Université de Tsukuba, Japon) et officier de réserve dans l'Armée de terre française. Elle travaille actuellement sur la politique japonaise de défense et d'armement.

Coline Ferro | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69^{ème} session, 2011, membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Docteur ès Sciences de l'information et de la communication, Coline Ferro est journaliste et analyste géopolitique, spécialiste de la diplomatie internationale et des questions de sécurité. Elle a co-signé plusieurs ouvrages sur le renseignement et les relations internationales, notamment *Géopolitique de l'Ouzbékistan*, SPM, 2010.

Philippe du Fresnay | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Economiste formé aux Etats-Unis et en Asie, membre actif du réseau INSEAD, il est spécialisé en Intelligence Economique et en Economie du Développement, disciplines qu'il a étudiées à Harvard, au Centre Chine du CNRS/EHESS, à l'Université d'Economie et de Finance de Shanghai et à l'Ecole Normale de Taiwan. Egalement diplômé de l'Insead et du MAI, il a exercé des fonctions de direction en entreprise en France et en Asie, combinant ainsi approche théorique et expérience de terrain. Il est aujourd'hui conférencier (Forum économique de Rennes, Forum de Paris...) et consultant pour plusieurs firmes anglo-saxonnes.

Alexandre Heim | Auditeur-jeune de l'IHEDN, Séminaire Master 2 Sécurité-Défense (session mars 2009), membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Diplômé en Sciences politiques à l'Université Paris XIII, spécialiste en sécurité hydrique et énergétique.

Denis Lambert | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Ancien élève de l'École normale supérieure, docteur ès Sciences, officier supérieur de réserve, il est responsable d'études géopolitiques et stratégiques pour la Défense. Il est l'auteur de deux livres de géopolitique de l'Asie (Inde et Chine) et de nombreux articles sur la dissuasion.

■ Directrice artistique

Coline Ferro



Pour s'abonner aux Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN
asie@anaj-ihedn.org

ANAJ-IHEDN - 10, place Joffre - 75007 Paris

PUBLICATIONS

Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN

Afrique



De Madama à Syrte, la diagonale du vide

8 février 2016 | *Secrétaire*

Moyen-Orient



Nouvelles orientales #1 – Lettre d'information du Comité Moyen-Orient

7 février 2016 | *ANAJ-IHEDN*

Défense économique



DefEco #4 – Newsletter du Comité Défense économique

15 janvier 2016 | *defenseeconomie*

Industrie de Défense



Note de lecture « L'industrie française de défense »

26 janvier 2016 | *Comité Industrie de Défense*

Les publications de l'ANAJ-IHEDN

59

Amérique Latine



Cita Latina #5, Lettre d'information sur l'Amérique Latine

26 décembre 2015 | *Comité Latine*

Actualités



Face aux attentats, la meilleure réponse est l'engagement de tous

PUBLICATIONS

Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN



Lettre de veille #4 du Comité Armée du Futur

22 novembre 2015 | *Secrétaire*



Lettre n°10 du Comité Afrique
« Jambo » – Oct-Déc 2015

21 novembre 2015 | *Comité Afrique*



L'avantage concurrentiel de DAESH sur le marché mondial du terrorisme

18 novembre 2015 | *ANAJ-IHEDN*



Bulletin de veille énergétique Russie #2

21 novembre 2015 | *Comité Energies*

COMITÉS

Les comités de l'ANAJ-IHEDN

Pour vous abonner aux publications des Comités, en savoir plus sur leurs activités ou y participer, vous pouvez contacter leurs responsables :

- **Aéronautique** | aeronautique@anaj-ihedn.org
- **Afrique** | afrique@anaj-ihedn.org
- **Amérique latine** | amerique-latine@anaj-ihedn.org
- **Armée du futur** | armee-du-futur@anaj-ihedn.org
- **Asie** | asie@anaj-ihedn.org
- **Cyberdéfense** | cyberdefense@anaj-ihedn.org
- **Culture et influences** | culture-et-influences@anaj-ihedn.org
- **Défense économique** | defense-economique@anaj-ihedn.org
- **Énergies** | energies@anaj-ihedn.org
- **Europe de la Défense** | europa-de-la-defense@anaj-ihedn.org
- **Marine** | marine@anaj-ihedn.org
- **Moyen-Orient** | moyen-orient@anaj-ihedn.org
- **Risques et entreprises** | risques-et-entreprises@anaj-ihedn.org
- **Sécurité intérieure** | securite-interieure@anaj-ihedn.org

Pour toute question, contactez le Vice-Président chargé des Études : etudes@anaj-ihedn.org



Retrouvez toute l'actualité de l'ANAJ-IHEDN et de ses comités sur son site Internet :

www.anaj-ihedn.org

